





# ÉLOGE DES MAUVAISES HERBES



# ÉLOGE DES MAUVAISES HERBES

*Ce que nous devons à la ZAD*

COORDONNÉ PAR JADE LINDGAARD

PRÉFACE DE DAVID GRAEBER

*Avec les contributions de*

Olivier Abel, Christophe Bonneuil  
Patrick Bouchain, Alain Damasio  
Virginie Despentes, Amandine Gay  
John Jordan, Bruno Latour  
Wilfried Lupano, Geneviève Pruvost  
Nathalie Quintane, Kristin Ross  
Pablo Servigne, Vandana Shiva  
Starhawk

ÉDITIONS LES LIENS QUI LIBÈRENT

ISBN: 979-10-209-xxxx  
© Les Liens qui Libèrent, 2018

## Préface

Par David Graeber[1], anthropologue

C'était en 2009, avant l'effervescence inattendue du mouvement Occupy dans de nombreuses villes et métropoles à travers le monde, avant que la place Tahrir n'allume l'étincelle dans la poudrière du monde arabe, et avant que la révolution dans le Rojava ne crée un territoire autonome de plus de deux millions d'habitants dans l'ouest du Kurdistan (où je me trouve au moment où j'écris cette préface). J'ai publié un essai intitulé *Hope in Common*[F1] , dans lequel je déplorais ce que je percevais comme une attaque, datant d'il y a quarante ans, contre la notion même que l'imagination puisse être une force en politique. Alors inconnue de moi, la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes avait commencé voilà quarante ans

déjà et s'apprêtait à prendre un chemin radicalement différent. Comme beaucoup d'étincelles d'espoir, celle-ci a jailli lors d'un événement éphémère : un camp climat avec ses tentes, ses assemblées horizontales et ses cuisines mobiles. Par la suite, une poignée de personnes est restée sur place pour se joindre aux habitants et aux paysans déjà entrés en résistance contre le projet d'aéroport. Elles commencèrent à occuper des fermes vides, à construire des cabanes et des maisons dans les arbres. La ZAD était née et, avec elle, le slogan « Contre l'aéroport et son monde ». Peu nombreux furent ceux qui pensaient que ce mot d'ordre allait durer ; peu nombreux furent ceux qui pensaient qu'ils pouvaient gagner quoi que ce soit, et comme toujours, personne n'avait imaginé à quel point il serait difficile, lorsque la victoire à court terme contre l'aéroport serait obtenue, de poursuivre l'objectif à long terme de s'opposer à son monde.

Dans *Hope in Common*[F2], j'avais essayé de répondre à la question suivante : est-ce normal pour des êtres humains de ne pas pouvoir imaginer ce à quoi pourrait ressembler un monde meilleur ? Je voulais démontrer que l'absence d'espoir n'a rien de naturel. C'est le produit d'un système. En effet, cela repose sur l'édification d'un vaste appareil

bureaucratique. Au cours des quarante dernières années, l'objectif prioritaire de la gouvernance mondiale a été la destruction de toute perspective d'avenirs alternatifs, puis leur liquidation – et lorsque cela est impossible, il s'agit de faire en sorte que personne n'en entende même parler.

Les dirigeants du monde ne sont pas du tout gênés par les manifestations de rage ou de haine dirigées contre eux (d'une certaine façon je soupçonne qu'ils en sont plutôt flattés) ; ce qui les met vraiment en colère, c'est lorsqu'un nombre significatif de gens commence à leur dire : « Vous autres[F3] êtes ridicules et inutiles ». Voilà pourquoi ils redoutent des lieux comme la ZAD. Des alternatives aussi visibles font voler en éclats l'idée que, en dépit de la répétition des crises, le système actuel doit absolument être rafistolé afin de conserver le statu quo. Voilà qui est devenu une sorte d'obsession pour ceux qui tentent de nous gouverner : ceux et celles qui remettent en cause l'équilibre actuel des pouvoirs ne doivent jamais, et quelles que soient les circonstances, être perçus comme victorieux. La ZAD a été victorieuse et ça, c'est dangereux. Voilà pourquoi ce livre est l'une des nombreuses armes dont nous avons besoin pour défendre la pérennité sur le long terme de cette expérience si singulière.

## ÉLOGE DES MAUVAISES HERBES

Contre tous les pronostics – après avoir été déboutée 178 fois, après avoir perdu un référendum[F4] local, et face à une énorme machine médiatique qui a tenté de faire croire que la ZAD était un camp d’entraînement de guérilla en plein air –, la ZAD a gagné contre un très grand projet d’infrastructure. Elle a gagné en utilisant l’une des armes politiques les plus puissantes, celle de la préfiguration – l’idée, comme le disaient jadis les Wobblies[2], qu’il faut « construire les bases d’une nouvelle société dans la coquille de l’ancienne ». La préfiguration est l’exact contraire de l’idée que la fin justifie les moyens. Plutôt que de calculer comment renverser le régime actuel, en formulant l’hypothèse que d’une manière ou d’une autre quelque chose de neuf en surgira spontanément, vous essayez de faire de la forme de votre résistance un modèle de ce à quoi la société à laquelle vous aspirez pourrait ressembler. Cela signifie aussi que vous ne pouvez pas reporter, disons, la question des droits des femmes, ou celle de la démocratie interne à « après la révolution » : ces questions doivent être traitées dès maintenant. À l’évidence, ce que vous obtiendrez ne sera jamais le modèle exact d’une future société libre – mais il s’agira au moins d’un ordre social qui pourrait exister en dehors de structures de coercition et d’oppression.

## ÉLOGE DES MAUVAISES HERBES

Cela signifie que les gens peuvent avoir une expérience immédiate de la liberté, ici et maintenant. Si l'action directe consiste à relever avec constance le défi qui consiste à agir comme si l'on était déjà libre, la politique préfigurative consiste à relever avec constance le défi de se comporter les uns vis-à-vis des autres comme nous le ferions dans une société véritablement libre.

De manière somme toute prévisible, il a été impossible à l'État français de laisser fonctionner ce lieu sans police, avec des modes d'organisation par le bas, érigés contre le capitalisme et les ravages qu'il inflige au monde naturel. Pour l'État, il fallait absolument détruire la ZAD. Au moment même où j'écris ces lignes, c'est précisément ce qu'il est en train de faire : d'une main, il lance l'assaut avec des balles en caoutchouc, des grenades assourdissantes et le gaz lacrymogène des gendarmes, de l'autre, il fait usage d'une arme bien plus subtile mais tout aussi violente, celle de la bureaucratie – obligeant des gens qui ont vécu pendant des années ensemble selon leurs propres lois et règlements à se soumettre à l'ensemble des cadres juridiques de l'État, faute de quoi ils se seront expulsés de chez eux. Une véritable montagne de paperasse, accompagnée de la menace de vertèbres brisées et de membres cassés.

Tout cela n'a rien d'exceptionnel. Nous avons déjà vu ce type de situation, par exemple lors de la régularisation des squats en Europe et en Amérique. À moins de renverser complètement le système, en réalité l'un des principaux défis auxquels les mouvements révolutionnaires doivent faire face lorsqu'ils gagnent un combat, c'est de trouver le moyen d'inscrire leurs victoires dans le cadre plus large d'institutions bureaucratiques qui s'appuient sur l'usage coercitif de la force. Si vous ne vous y soumettez pas, vous vous faites écraser par la police ; mais si vous acceptez de le faire, il est absolument vital d'inventer une sorte de structure, une membrane en quelque sorte entre vos propres structures démocratiques internes et l'extérieur, afin de s'assurer que leur logique ne puisse pas vous rattraper et prendre le contrôle sur vous.

Ce type de situation fait naître un autre grand péril qui menace toute forme de politique préfigurative : celui de la bureaucratization interne. L'un des grands échecs des mouvements révolutionnaires du passé découle du fait que les idées devenaient des règles qui s'appliquaient dans toutes les situations, et auxquelles chacun devait obéir, plutôt que des principes à partir desquels l'on pouvait improviser pour trouver les solutions les mieux

adaptées à un groupe spécifique de gens qui veulent faire une chose spécifique, dans un lieu précis et à un moment particulier. Deux territoires ont eu une immense influence et un pouvoir symbolique fort dans l'imaginaire révolutionnaire planétaire : les Caracoles zapatistes du Chiapas et le confédéralisme démocratique du Rojava. Ils sont devenus des symboles d'espoir, précisément parce que, comme la ZAD, ils sont parvenus à réinventer le politique.

Avec leur mélange d'imaginaire maya et ex-maoïste, avec leurs écoles, leur armée dirigée par le peuple, et leurs communiqués poétiques, les zapatistes agissent de manière créative : ainsi, en 2013, 50 000 d'entre eux défilèrent en silence dans cinq villes, avant d'envoyer un communiqué qui commençait par la question : « Avez-vous entendu ? C'est le bruit de votre monde qui s'écroule. C'est celui de notre monde qui ressurgit ». À l'autre bout de la terre, il y a le Rojava, une région plus grande que la Belgique où un avenir sans État se construit contre le capitalisme, en s'appuyant sur l'écologie et le féminisme, et en utilisant un système unique de pouvoir dual, avec les mêmes gens siégeant dans deux entités. Le Rojava s'est doté d'un système d'« autogouvernement démocratique » qui a les apparences et les mêmes institutions qu'un État – avec un parlement, des ministères, etc. Et puis vous

avez TevDem, le « Mouvement pour une société démocratique », composé de quinze organisations, qui est chargé de faciliter la mise en place d'institutions de démocratie directe, par le bas, dans des assemblées horizontales convoquées dans les villages et les régions. Au bout du compte – et c'est là la clé du système –, les forces de sécurité répondent directement aux structures de la base, et non à des ordres venant d'en haut. Même dans les écoles de formation de la police, chacun doit prendre des cours de résolution non violente des conflits et de théorie féministe avant de pouvoir toucher une arme. Le rêve absolu des dirigeants de ces écoles, m'ont-ils dit, est d'arriver à un point où chaque habitant aura reçu six semaines de formation aux missions de police, de façon à pouvoir ensuite la dissoudre.

Bien évidemment, la ZAD est une expérience à beaucoup plus petite échelle, mais ce qu'elle nous a appris, c'est que même au cœur de l'Europe nous pouvons réussir à créer des espaces d'autonomie – et même si ce n'est que pour un temps limité. Être conscient que de tels lieux existent nous permet de voir tout ce que nous faisons sous un jour nouveau : nous sommes déjà des communistes lorsque nous travaillons sur un projet commun, nous sommes

déjà des anarchistes lorsque nous trouvons des solutions aux problèmes sans le recours aux avocats ou à la police, nous sommes tous des révolutionnaires lorsque nous créons quelque chose de véritablement nouveau.

Le système s'effondre tout autour de nous précisément au moment où beaucoup de personnes ont perdu la capacité à imaginer qu'autre chose puisse exister. Il me paraît assez évident que, d'ici cinquante ans, le capitalisme tel qu'on le connaît aujourd'hui, et même le capitalisme sous quelque forme que ce soit, n'existera plus. Quelque chose d'autre l'aura remplacé. Ce quelque chose ne sera pas forcément meilleur. Il se pourrait même qu'il soit pire. Voilà pourquoi il me semble qu'il est de notre responsabilité, en tant qu'intellectuels, ou tout simplement en tant qu'êtres humains réfléchis, d'essayer de penser à ce à quoi un monde meilleur pourrait ressembler. Et s'il y a des gens qui essaient de créer ce monde meilleur, il est de notre responsabilité de les y aider, avec nos idées mais aussi avec nos corps, afin d'empêcher la machine militaire et bureaucratique de les annihiler.

David Graeber est professeur d'anthropologie à la London School of Economics et l'auteur de *Dette*,

## ÉLOGE DES MAUVAISES HERBES

*5 000 ans d'histoire* (Les Liens qui libèrent, 2013). Son article sur les « Bullshit Jobs » a fait le tour d'une partie du monde. Il a pris part à la mobilisation altermondialiste à Seattle en 1999 et fut très impliqué dans le mouvement Occupy Wall Street en 2011. Il s'engage dans des initiatives de solidarité avec le Rojava. En France, il a notamment publié *Comme si nous étions déjà libres* (2014, Lux), *Bureaucratie* (2015, Les Liens qui libèrent,) et *Pour une anthropologie anarchiste* (2018, Lux).

## INTRODUCTION

### Pour la ZAD et tous ses mondes

Par Jade Lindgaard, journaliste à Mediapart,  
et auteure de *Je crise climatique* (2014)

Ce livre a été écrit dans l'urgence, celle de l'expulsion et de la régularisation à marche forcée de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes au printemps 2018. Il naît du choc de l'envoi de 2 500 gendarmes mobiles et de blindés contre un bocage et ses habitant·e·s. Pas plus de 300 personnes, plutôt jeunes, engagé·e·s dans un projet de vie collective, sans État et sans police, sur un territoire confetti de 16 kilomètres carrés.

Dépêcher des véhicules militaires équipés de lance-grenade pour écraser des jardins potagers et des barricades de fortune, c'est la marque d'un usage tellement disproportionné de la force qu'il est lourd de sens politique. Comme l'acte de noyer sous

les gaz lacrymogènes des rangées de plantes médicinales, d'abattre des cabanes en terre-paille avec des pelleteuses pesant plusieurs tonnes, d'écraser sous les chenilles d'engins de destruction une forêt interdite aux moteurs par ses occupant·e·s depuis dix ans, de briser les fenêtres et le toit de la cabane dont les murs tiennent encore, de reboucher le puits qui avait été creusé à la main dans l'argile pour que l'on puisse y prendre le frais l'été et jouer de la musique. De blesser des centaines de civils à coups de grenades assourdissantes, de désencerclement et de tirs de balles de défense. De quoi l'État veut-il donc à tout prix effacer la trace ?

C'est ce que ce livre essaie de comprendre et d'expliquer. Seize personnalités intellectuelles, écrivain·e·s et chercheur·e·s allient leurs forces d'analyse et d'écriture pour penser l'importance de ce qui se joue sur la ZAD pour le reste de la société. Ceci n'est donc pas un ouvrage sur « le plus grand squat de France »<sup>[3]</sup><sup>[F5]</sup>. C'est une première tentative de synthèse de ce que l'incroyable laboratoire qu'est devenue cette commune bocagère apporte à celles et ceux qui s'y intéressent sans avoir fait le choix d'y vivre. Dans ce losange biscornu de champs, forêts, sentiers, prairies et d'étangs, on cultive des fruits et des légumes, on élève des vaches

et des moutons, on cuit du pain et on fabrique des galettes. Une bibliothèque prête ses livres et organise des soirées de lectures. On organise des concerts, des projections et même des soirées cabaret. On fabrique des banderoles et des « cagettes déter' » de nourriture pour les grévistes du coin. On y rappe et on s'entraîne sur un mur d'escalade. On construit des hangars, des cabanes et des lieux d'accueil. La vie quotidienne est un acte de résistance. On lutte en dormant sur place et on construit un nouveau monde en occupant des terres sans droit ni titre. Créer des alternatives et résister aux injustices s'y entremêlent inextricablement.

S'auto-organiser pour rester libres, construire sa maison pour vivre avec d'autres, produire collectivement mais pas pour vendre, habiter avec les animaux et les végétaux pour apprendre d'eux, échapper aux normes pour fuir la violence des dominations. « La ZAD sème les graines du futur en régénérant et en prenant soin collectivement de la terre. C'est ce à quoi ressemble le futur. C'est ce que à quoi ressemble la liberté[F6] », écrit la militante et intellectuelle anti-OGM indienne Vandana Shiva. Alors que la légitimité des institutions et de la politique représentative vacille et que l'économie produit les inégalités à la chaîne, la ZAD fabrique des réponses à un monde qui s'écroule. Pour

l'anthropologue américain David Graeber: «Des alternatives aussi visibles font voler en éclats l'idée que, en dépit de la répétition des crises, le système actuel doit absolument être rafistolé afin de conserver le statu quo.»

Pendant dix ans, les opposant·e·s à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ont lutté «contre l'aéroport et son monde». Face aux menaces d'expulsion de la ZAD et de ses mondes, les milliers de mots de ce livre s'érigent en barricade fragile et déterminée: contre les pelleteuses, les blindés, et les caricatures anti-zadistes dressées par le pouvoir entre les habitant·e·s de la zone et nous.

La voie est étroite entre la stigmatisation des zadistes par les pouvoirs publics et le refus par les habitant·e·s de la zone que quiconque parle à leur place. Le pari de ce recueil n'est pas de recouvrir leurs paroles[4][F7], mais de proposer à côté ces témoignages d'intellectuel·le·s sur ce que la découverte de la ZAD leur a fait: un choc, une surprise, un renversement de leur vision du monde, un espoir, un agacement, une joie, un apprentissage, une admiration, un désir. La diversité des signatures va surprendre: d'une écrivaine féministe auteure de best-sellers à un spécialiste de théologie, de l'ancien

directeur scientifique de Sciences Po à un anthropologue et militant anarchiste, d'un architecte qui a représenté la France à la Biennale de Venise à une cinéaste afroféministe, d'une sorcière anticapitaliste au scénariste d'une BD populaire. Leurs textes pour ce livre reflètent des positions et des sensibilités diverses. Chaque texte n'engage que son auteur·ice.

Cela ne signifie pas que la ZAD est pour tout le monde et que n'importe qui peut s'y sentir chez soi. Pas du tout. C'est un lieu rebelle, y compris aux éloges et aux déclarations d'amour. Un creuset de conflits, pas très accueillant. Mais cette pluralité de modes de penser et de sensibilités est à prendre comme un révélateur de la richesse créative et de la polyphonie de ce qui se vit sur la zone.

Virginie Despentes, David Graeber, Vandana Shiva, Alain Damasio, Bruno Latour, Nathalie Quintane, Pablo Servigne, Starhawk, John Jordan, Amandine Gay, Geneviève Pruvost, Olivier Abel, Kristin Ross, Christophe Bonneuil et Wilfrid Lupano : leur parole ne compte pas plus que celle de ceux qui n'ont pas le pouvoir de publier des livres. Bien d'autres histoires sont à écrire avec les récits des syndicalistes, militant·e·s contre les violences policières, habitant·te·s de banlieues, réfugié·e·s,

étudiant·e·s, enfants, grands-parents, naturalistes, retraité·e·s, sympathisant·e·s qui sont passé·e·s par la ZAD et ont chacun·e vécu des expériences fondatrices. Mais leurs réflexions montrent à quel point ce qui s’y trame est relié à de multiples œuvres de pensées, de fiction, d’architecture et que nombreux sont celles et ceux qui pensent et ressentent avec la ZAD. Des liens forts, même s’ils sont peu visibles, existent entre cette zone et des chercheur.e.s[F8], éditeur.e.s[F9], poètes, enseignant.e.s, étudiant.e.s, graphistes, vidéastes, architectes, paysagistes, photographes, community managers, ingénieurs, journalistes toutes ces activités dites intellectuelles[5][F10]. Elles et ils apprennent de ce qui se pratique et se discute sur la ZAD – Bruno Latour va jusqu’à espérer que les zadistes et leurs soutiens deviennent les « instructeurs et instructrices » de l’État.

Ces liens sont indissociables des solidarités militantes qui se sont forgées entre la ZAD et les mouvements de résistance aux OGM, aux industries nucléaire et fossile, au contrôle des frontières et au tout-sécuritaire, qui forment autant d’intellectuels collectifs pensant la part d’inacceptable du monde et leurs nécessaires alternatives.

C'est en 2008 que des «habitants qui résistent» ont appelé à occuper la zone d'aménagement différé de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (voir la chronologie p.XXX[F11]). Pourtant, la ZAD est longtemps restée absente des textes, tribunes et publications des intellectuel·le·s engagé·e·s. Elle semblait invisible à leurs yeux, sans doute jugée trop locale, trop spécifique, trop isolée. Elle ne ressemblait à rien d'autre de comparable dans l'histoire des mobilisations récentes : ce n'est ni vraiment le Larzac, avec tous ces squatteur·e·s[F12] venues occuper des fermes et construire des cabanes, ni directement lié aux mobilisations contre les 1 % qui ont nourri les occupations de places dans le monde arabe, en Espagne, aux États-Unis, et en Grande-Bretagne en 2011. La ZAD n'est pas une communauté, à l'image de celles qui ont fleuri dans la France post-soixante-huitarde. Elle est plus étendue – sur 1 650 hectares ; plus nombreuse – entre deux cents et trois cents personnes ; et plus éclatée, avec une soixantaine de lieux de vie. Elle est aussi plus novatrice, par sa volonté de composer un mouvement commun avec les paysan·ne·s historiques anti-aéroport, les opposant·e·s légalistes, les naturalistes, une coordination de diverses associations et les comités de soutien. Elle défend radicalement un territoire et se livre à un véritable face-à-face avec l'État, tout en

défendant un usage commun, non identitaire, du bocage sauvé du bitume. C'est un vortex de forces centripètes et centrifuges. Ses habitant·e·s sont divisé·e·s par des cultures politiques, des visions de l'avenir, des histoires personnelles et des sociologies extrêmement diverses. La ZAD est polymorphe, difficile à décrire. Impossible à réduire en une formule. Son unité de lieu et son refus de l'État constituent les seuls points communs de ses habitant·e·s uni·e·s par un douloureux paradoxe : être un collectif interdépendant de personnes pas d'accord entre elles[6].

C'est au nom du rappel à la loi et au droit que l'État n'a cessé de vouloir expulser les zadistes. Ils doivent rentrer dans « l'État de droit », martèlent les responsables politiques. En réalité, c'est dans l'ordre républicain qu'ils veulent les soumettre. Entrer dans le rang ou disparaître. Mais cette injonction sans pitié découvre une contradiction essentielle de la puissance publique : plus elle affirme, menace de destruction à l'appui, qu'elle ne peut tolérer sur son territoire un espace qui fabrique d'autres mondes, plus elle dévoile sa faiblesse. Puisqu'une des expériences les plus abouties d'habitat léger, de vie avec peu d'argent, d'accueil presque inconditionnel, de paysannerie vivrière et solidaire, de délibération permanente sans chef ni

hiérarchie, autant de principes au cœur des projets de transition écologique et de justice environnementale, n'est pas acceptable par l'ordre public, c'est donc qu'il n'est pas compatible avec l'effondrement en cours de l'écosystème et l'impératif d'y faire face. On n'arrêtera pas la prédation de notre milieu de vie sans s'éloigner de l'ordre républicain. C'est ce qu'enseigne l'expérience de la ZAD : il faut sortir des normes, des cadres et des lois qui ont créé le mépris de la nature, l'acceptation des inégalités, enraciné les dominations patriarcales et racistes, les frontières qui tuent les migrant·e·s à l'entrée de l'Europe. La loi protège la propriété privée et l'agriculture polluante. Si les blindés et les bulldozers des gendarmes veulent servir le développement, alors, pour trouver de nouveaux modèles de vie, il faut s'opposer à ceux qui commandent ces engins.

C'est le risque que prend l'État face à la ZAD : à ne la traiter que du point de vue de l'ordre public, il souligne à gros traits que c'est en toute légalité, et avec le renfort de 178 décisions de justice, qu'il s'apprêtait à détruire le bocage et la zone humide de Notre-Dame-des-Landes. Cela montre à quel point cet ordre républicain est dépassé et impuissant. Le monde ne deviendra pas une grande ZAD. Mais toutes les conditions sont réunies pour que de telles

## ÉLOGE DES MAUVAISES HERBES

zones essaient ou se réinventent face au monde des grands projets et de leurs corollaires inexorables : le bouleversement du climat et le saccage des communs.

## Pour les manants de demain

Par Virginie Despentes, écrivaine

On a tendance à croire qu'en étant vigilant, qu'en étant informé, qu'en étant cultivé, qu'en faisant appel à son intelligence critique – on se protégerait de la propagande. On l'entendrait en bruit de fond, mais on se serait rendu imperméable à ses messages, par la vertu du raisonnement. Alors on serait exposés aux mêmes messages, administrés de toutes parts, à longueur de journée – et en se concentrant bien, on pourrait garder un raisonnement globalement non contaminé. Je crois qu'on se trompe. La propagande tabasse notre subconscient et le sature d'un message primordial, sur lequel repose tout l'édifice: «il n'y a pas d'alternative». Et ces mots nous traversent, nous occupent, nous concernent tous. Il n'y a pas d'alternative.

C'est-à-dire à quoi bon remuer en poussant des petites gueulantes hystériques puisque – il n'y a pas d'alternative. D'autres propagandes – périphériques – nous submergent de messages uniques – l'endettement en est un exemple. Nous sommes tous des endettés. Nous naissons endettés. Ceux d'entre nous qui donnent naissance à des enfants mettent au monde des bébés endettés, qui feraient bien de se dépêcher de grandir pour aller rembourser. Nous sommes tous des endettés à cause de notre inconscience de queue de cordée et le temps est venu de nous responsabiliser, de nous demander de rembourser, bon Dieu. Dans la propagande du il n'y a pas d'alternative, il n'y a pas que la dette, il y aussi l'invasion des migrants. On avait déjà eu les Roms, puis les musulmans tous terroristes et maintenant viennent ces pauvres de contrées lointaines et ils risquent de faire basculer le pays dans un chaos irrémédiable. Alors il n'y a pas d'alternative. Il faut les traiter comme des animaux sauvages qu'on maintiendrait en enclos pour éviter qu'ils ne sèment un chaos irrémédiable, ce chaos typique du pauvre, toujours proche du bestiau. Il n'y a pas d'alternative. On crée une nouvelle catégorie d'humains, qui seraient un peu comme des esclaves qu'on aurait pas eu besoin de transporter. On ne peut pas faire autrement. Il serait idiot de perdre son temps à

lutter contre ces évidences. La propagande attaque nos cerveaux par l'arrière – dans l'angle mort, on croit la tenir à distance – elle nous traverse, elle nous occupe. La propagande nous dit qu'il est réaliste et sage et juste de confier tous les pouvoirs à quelques enfants de riches, des décideurs à la tête d'empires d'une immensité nouvelle, qui n'ont aucune qualification, aucune intelligence, pas le moindre talent ni la moindre aptitude mais qui sont nés fils de puissants, et qui, à ce titre, dirigeront le monde. Le plus feignant des rois avait moins de pouvoir et d'avantage de qualification que ces abrutis qui nous gouvernent. Mais la propagande s'immisce dans nos pensées et nous fait admettre que non seulement elle est supportable mais encore bien meilleure que tout ce qui nous attend si nous nous avisons de rechigner. De toute façon, vouloir le renversement de tels pouvoirs, ce serait un peu comme vouloir lutter contre l'alternance du jour et de la nuit. Et on est occupé par ces discours absurdes, mentalement occupés – parce qu'on est exposés, incessamment, à cette litanie de suggestions politiques. Et que le cerveau enregistre, à un niveau inconscient – exactement comme dans l'hypnose.

C'est pourquoi, bien que je ne sois jamais allée sur la zone à défendre de Notre Dame des Landes,

et que le système totalitaire auquel je collabore me traite trop bien pour que je pense m'y installer dans les semaines à venir, je me sens concernée par le message qu'ils envoient dans le paysage mental politique de mon époque. Le grain de sable de contre propagande qu'ils distillent m'est précieux. Il y a donc des alternatives. Ça fait comme une brèche infime dans les ténèbres de la propagande unique. Il y a des alternatives. Le premier message envoyé c'est : il y a une différence entre résister et laisser faire. Les territoires n'appartiennent pas aux promoteurs par droit divin – il est possible de contester leur bon vouloir. Toutes les attitudes ne se valent pas. Contrairement à ce que la propagande assène, en boucle – le « ça ne sert à rien, tu n'es qu'un profiteuse et un illégitime et un assisté et un lâche et un faible et un vendu en puissance, tu n'aurais pas les couilles de vivre selon tes propres préceptes sinon tu prendrais tes affaires et tu irais vivre à ta guise, construire ton monde et puis voilà ». Notre Dame des Landes, dans ce bruit blanc, dit – tu es utile, tu peux influencer, tu peux construire autre chose. Tu peux occuper un territoire et dix ans après avoir construit quelque chose, qui n'est pas la même chose que la vie dans les villes. Ils disent que certaines décisions prises par les institutions sont idiotes, absurdes, sinistres de cynisme et s'opposent

au bon sens le plus élémentaire. Des décisions dramatiques, votées dans le seul but d'assurer, à la fin du trimestre, quelques petites sommes d'argent dans les poches de quelques initiés, des décisions qui nous concernent tous et qui ne servent qu'à ce que quelques opulents se sentent bien traités au prochain grand dîner en ville – traités en gens qui savent rendre service aux plus puissants. Ça ne va même pas plus loin – ce ne sont même pas des fous radicalisés, ce ne sont pas des visionnaires qui se trompent, ce ne sont pas des gens sincèrement convaincus que ce qu'ils font est juste. Ils sont de petits héritiers à qui l'on a appris qu'empocher une petite enveloppe en se débrouillant pour la soustraire aux impôts était la dernière aventure du monde civilisée ; la preuve ultime de ton intelligence, de ton utilité.

Qu'est-ce que c'est, vu de Paris, cette zone défendue ? Est-ce que les territoires ruraux relèvent du bien commun ? Est-ce qu'on peut vivre dans la capitale et avoir l'impression qu'il est d'utilité publique de défendre des zones non bétonnées ? Si ça me plaît tant que ça, la campagne, qu'est-ce que je fous en ville ? Et bien parce que je me pose de plus en plus souvent la question – le travail de recherche des zadistes me concerne, au premier plan.

Je prends l'avion, oui – le plus rarement possible et j'ai le privilège de pouvoir préférer le train – je prends l'avion donc je jouis et collabore à ce système – mais quand les zadistes envoient leur contre message dans mon espace mental, je me souviens que c'est une architecture atroce, l'aéroport, pas seulement pour l'écologie – ils sont, aussi, des laboratoires formidables de dressage des populations. Dire non à l'aéroport, et modifier le réel en le faisant – c'est dire il y a une alternative aux architectures carcérales productivistes – avec la guerre et le profit comme unique horizon. Des alternatives aux architectures sèches, angulaires, des alternatives aux pôles commerciaux et des limites à la destruction de l'environnement.

Je n'ai bien sûr pas la moindre idée de ce que deviendra leur communauté. Dans la presse je lis qu'ils remplissent les dossiers, donc qu'ils apprennent le dialogue institutionnel, cet art du mensonge, et qu'ils seront sélectionnés selon leurs capacités d'adaptation à la bureaucratie. Je ne sais pas comment ils s'en tireront. Aussi bien dans dix ans auront-ils inventé un label ultra bio tellement séduisant qu'ils mettront leur affaire en bourse et ils deviendront quelque chose comme la silicone valley de l'agriculture traditionnelle. Va savoir.

Peut-être qu'ils auront abandonné le territoire, fatigués des conflits entre eux et des tracasseries qu'on leur fait de l'extérieur. Peut-être qu'ils se seront entre tués, va savoir – ou bien armés et seront devenus une redoutable milice bretonne, sévissant dans tout Brocéliande. J'en sais rien, moi. Si ça se trouve ils reprendront des standards des Dead Kennedys à la cornemuse et je penserais – finalement ce n'était pas une si bonne idée que ça, ces trucs de vie alternative

Mais je sais qu'en résistant – en voulant vivre cette vie qu'ils se construisent, une vie alternative – ils se donnent une chance de réussir autre chose. Ils sont des chercheurs. Et qu'est-ce qui se passe, au pire, si ça ne va pas ? Ils laisseront derrière eux une terre habitable. Alors que l'aéroport, une fois construit – tu peux toujours le transformer en boîte de nuit ou essayer d'en faire une prison, mais c'est une zone sur laquelle plus personne ne peut rien faire pousser, ni physiquement ni mentalement. Une zone parfaitement sinistrée. De quoi je parle, vivant à Paris ? Je parle de l'effet très particulier que me font les espaces dans lesquels des trucs poussent tout seul, et qui la nuit se peuplent de bruits étranges – toute une vie non consacrée à la puissance des 1 % [18] . Une végétation une faune un ensemble de choses vivantes – soustraites à la loi du marché.

Je ne sais pas si on peut encore inventer une façon de vivre ensemble qui ne soit pas basée sur l'abus de pouvoir, sur l'autorité dégénérée, sur les déclinaisons de la violence. Je n'en sais rien. Peut-être que la propagande dit vrai et qu'on est incapable de fermer les usines d'armes et de penser son prochain autrement que comme violable, exploitable, extorquable. Mais je sais que ça change tout que des personnes se rassemblent et inventent des vies à essayer.

Il existe potentiellement des centaines de territoires ruraux abandonnés – qui peuvent devenir, à leur tour, d'autres laboratoires de recherche de vies alternatives. C'est ça, la brèche ouverte par l'expérience de notre dame des landes – l'idée qu'il est possible et important d'inventer des espaces de vie alternatives, non seulement pour tous ceux qui n'en peuvent plus – mais aussi pour tous les précaires d'aujourd'hui, et aussi pour les précaires de demain. Pour les retraités de la décennie qui vient, qui ne toucheront pas leur pension parce que c'est l'étape suivante – regardez l'Espagne et la Grèce, jusqu'à présent tout ce qui leur est arrivé nous a concerné, avec un temps de retard – il n'y aura pas de retraites, pour notre génération. C'est en tout cas le plan que le un pour cent et sa proche banlieue ont en tête.

Pour le moment, nos premiers de cordée s'occupent de démolir la fonction publique, et tout statut de travailleur qui tiendrait compte de la dignité, du bien être ou de la protection du corps de l'exploité. Dès que ça c'est torché, le prochain message de propagande sera – on ne peut pas payer pour les vieux. Leurs cancers coutent trop cher. Leurs dents sont en mauvais état – ces salops d'assistés n'ont même pas pris soin d'eux et maintenant il faut payer pour leur santé. Ils mangent beaucoup et ne foutent rien. Il faut qu'ils cèdent leurs logements à bas prix et qu'ils comprennent qu'ils doivent crever dehors – vous devriez avoir honte de vous faire entretenir par les riches, qui ont tellement travaillé pour obtenir ce qu'ils ont, bon Dieu – et maintenant il faudrait encore payer pour les vieux? Les gens de ma génération – quand bien même aujourd'hui nous serions occupés à nous saigner les veines pour rester des inclus – nous sommes les sans-abri de demain, les non soignés, les non logés, les non pris en compte. Les zones à défendre qu'ouvrent aujourd'hui les Zadistes sont les espaces de vie des manants de demain. Ils sont aussi les espaces possibles à l'intérieur desquels on pourra décréter que ne s'exerce pas le délit de solidarité. Ils sont des espaces possibles pour les démunis, pour les vieux, pour les migrants – pour tous ceux dont les villes n'ont pas

l'usage. Ils ont bien usage de quelques pauvres – pour exhiber la misère et faire se tenir tranquilles les exploités, mais les premiers de cordée n'ont pas non plus l'utilité de millions de miséreux, qui gêneraient le commerce. Eux – je crois qu'on peut dire qu'ils ont leur idée sur la question, je crois qu'on peut dire que leurs projets, c'est par exemple utiliser les corps de vieux pauvres pour faire des expériences pharmaceutiques. Et utiliser les corps de jeunes pauvres pour les organes et la prostitution. Ce n'est pas une dystopie – c'est demain que ça se passe. Notre Dame des Landes, entre autre expérience de chercheurs en vie alternative – nous parle de ça. De commencer à demander des espaces d'auto gestion et de coopérative – pour les précaires qui sont inutiles au système et qui préfèrent vivre autrement que servir de cobaye ou d'armoires à organes pour riches.

La zone qu'ils défendent, pour nous, à notre place, à notre usage – c'est aussi une zone lexicale[19] . Pour que certains mots – tels que résistance, coopération, utopie, aventure collective, activisme politique, etc. – fassent encore partie de nos imaginaires. Ils sont gardiens d'une étincelle – qui n'est pas unique, dont ils n'ont pas le monopole, mais qui est en danger – une possibilité d'autrement, d'autre chose. Une alternative. Ça évite que

se perde complètement l'idée de résistance, l'idée d'utopie, l'idée de collectivité, l'idée de bien commun, l'idée de respect du territoire. C'est une étincelle parmi d'autres qui empêche que la nuit du totalitarisme libéral n'envahisse absolument tout.

La zone défendue par les zadistes, c'est aussi ça – se dire que peut-être nous sommes prêtes pour un basculement collectif. La propagande nous dit le contraire et nous commande de ricaner dès lors qu'on parle de progrès dans les relations humaines. Mais la propagande ne dit pas la vérité. Elle nous occupe, ça ne veut pas dire qu'elle soit juste, ni qu'elle sache ce qui nous attend. Les régimes totalitaires ne s'embarrassent jamais de la vérité. Ce n'est pas parce que les employés du régime répètent sur tous les tons s'époumonent et s'évertuent à nous dire qu'il n'y a pas d'alternative que c'est vrai. Peut-être que nous sommes au bord d'un grand changement, et il n'est pas forcément une fuite en avant vers le pire. Peut-être qu'un changement radical est possible, voire proche. Peut-être qu'il est faux d'affirmer que pour toujours et jusque l'infini nous construirons des centrales nucléaires alors que nous sommes incapables de traiter leurs déchets, il est faux de prétendre que jusque la fin des temps nous autoriserons l'ouverture d'usines d'armes. On

## ÉLOGE DES MAUVAISES HERBES

nous a tellement inculqué l'idée que c'est foutu et qu'on est une race de misérables crasseux seulement capables de massacrer nos populations et d'asservir le plus grand nombre au nom du luxe du un pour cent. On nous le répète toute la journée et cela nous formate bien plus que ce que notre raisonnement conscient est en mesure d'admettre. Alors ceux qui défendent – dans leur vie quotidienne, qui font l'expérience réelle d'une vie alternative avec tout ce qu'elle comporte de complexité et de déceptions – ces gens-là sont des chercheurs. La zone qu'ils défendent est précieuse: c'est l'espace infime à l'intérieur duquel on se souvient qu'autre chose est possible.

## Où la ZAD donne à l'État une bonne leçon

Par Bruno Latour

À considérer le tas de cartouches de bombes lacrymogènes et de grenades lâchées ces derniers temps sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, on ne peut douter qu'il s'agisse d'une violence d'État. Tout pousse à s'indigner contre l'incompréhension des autorités devant l'originalité de la situation et à demander la suspension de ces procédures d'évacuation et de démantèlement. C'est pourtant une autre ligne que je voudrais suivre ici : si l'État est aveugle, c'est aussi à la ZAD, et surtout à ceux qui soutiennent les zadistes, *d'enseigner à l'État* comment il doit désormais se comporter quand la question des terrains de vie ou des territoires en lutte se trouve abordée. On objectera que ce n'est pas la responsabilité de ceux qui subissent la violence d'avoir

une telle vision de leur rôle ; c'est aux autorités de savoir comment se comporter et quelle est la limite de leurs actions.

C'est peut-être vrai en général, mais pas dans ce cas particulier, puisque la ZAD de Notre-Dame-des-Landes a *déjà enseigné* à l'État français une leçon assez pénible : alors que toutes les procédures (enquêtes, expertises, référendum) qui caractérisaient un « État de droit » avaient conclu à la nécessité d'un aéroport, la décision finale, a pourtant été *de ne pas le construire*. Les zadistes ont donc révélé un énorme trou dans les procédures de cet « État de droit » : l'alignement des formes de délibération et d'expertise ne prouve strictement rien sur la justesse d'une décision. La leçon est rude pour quelque gouvernement que ce soit, mais c'est une belle leçon de choses qui finit par une injonction finale : « Chers administrateurs et responsables des politiques de développement, il faut entièrement revoir la forme de toutes les procédures portant sur les aménagements fondés jusqu'ici sans trop de discussion sur les notions de "progrès" et de "développement" ». On voit donc bien que cette victoire extraordinaire a déjà engagé les zadistes dans le rôle d'instituteurs de l'État : « Ne nous imposez pas vos solutions toutes faites, mais aidez-nous à concrétiser les leçons que nous tirons de notre expérience.

Puisque vous ne savez pas vous-mêmes ce que veut dire “développer un territoire”, c’est à notre école qu’il faut accepter de vous mettre.»

En effet, l’innovation majeure, à mes yeux, de la ZAD, c’est d’avoir forcé aussi bien les militants que les fonctionnaires, les intellectuels et les politiques, à abandonner cette philosophie de l’histoire, jusqu’ici indiscutable, qui répartissait l’avant et l’après selon l’inévitable et indiscutable figure du progrès et de la régression. Le génie de l’affaire a été de s’emparer de l’aéroport et du mythe de l’avion qui décolle, en établissant un violent court-circuit avec les « zones humides », les agriculteurs « du coin », le retour des questions du commun et une forme entièrement nouvelle de mondialisation (terme qu’il faut évidemment opposer à globalisation). Exiger qu’on atterrisse en prenant pour prétexte une piste de décollage, c’est la beauté de cette figure de style qui en explique probablement le formidable effet de levier politique!

On comprend du coup ce qui a pu désorienter à ce point l’assez mauvais élève État, disons même ce véritable cancre. S’il y a une chose qui ordonne tout le schéma mental des fonctionnaires comme des politiques, c’est d’une part la distinction entre ce qui « va de l’avant » et ce qui « retarde le progrès » et, d’autre part, l’emboîtement en forme de poupées

russes de toutes les interventions depuis le local jusqu'au national. Or, rien à faire, vous ne pourrez jamais placer les composants de la ZAD – tel bâtiment de guingois, telle initiative, telle forme de procédure, telle revendication – du côté du progrès ou de la régression (renoncer à un aéroport est un progrès immense s'il s'agit de changer de direction et un retard presque criminel s'il s'agit de se développer à l'ancienne); vous ne pourrez pas davantage décider si Notre-Dame-des-Landes est un cas particulier ou la préfiguration de ce que vont devenir les « zones » dans le monde entier. La ZAD n'est-elle pas devenue l'analyseur de toutes les luttes pour les terrains de vie sans avoir abandonné aucun centimètre de sa « zone critique » ? La bien nommée Notre-Dame-des-Landes se présente comme un petit miracle qui rebrasse le local et le mondial tout autant que l'avant et l'après.

Bien qu'il puisse paraître étrange d'appeler des activistes à endosser le rôle d'instituteurs des autorités, le cas est en fait général. Se confier aux réponses de l'État, comme les partisans de l'aéroport l'ont fait si longtemps, c'est attendre trop de ses capacités. S'ils crient à la trahison des règles sous la pression de la « politique », c'est parce qu'ils espéraient naïvement que l'État sache quoi faire et bien faire quand il se trouve aux prises avec des situations nouvelles.

Or, bien que les autorités se targuent de connaître et de défendre le bien commun, elles n'ont aucun moyen de l'exprimer et encore moins de l'explorer quand elles se trouvent placées devant un problème pour lequel elles n'ont pas été préalablement équipées grâce aux luttes précédentes.

C'est ce que John Dewey appelle le paradoxe des « problèmes publics » et la raison pour laquelle l'État est toujours, d'après lui, « à réinventer ». L'appareil gouvernemental sait ce qu'il aurait fallu faire devant les problèmes qui sont apparus dans le passé récent (ou du moins on peut le créditer de cette capacité dans des pays qui ont des habitudes de libertés). Mais devant une controverse nouvelle, il n'y a strictement aucune raison pour qu'une[F17] fonctionnaire du corps des Mines ou de l'ENA sache quoi faire. Comment le saurait-elle ? Il n'y a rien de plus difficile à découvrir, de plus obscur, de plus « piégeux » que le « bien public » ou la « volonté générale ». Il faut entrer dans une période d'exploration des problèmes et des publics variés qui se déchirent à leur propos ; pour s'extraire de telles controverses, il faut inventer des règles de discernement qui sont forcément inusitées, puisqu'elles sont, par définition, sans précédent. C'est la magnifique phrase de Lippmann : « Quand les faits sont les plus obscurs, quand les précédents manquent, quand tout

est inédit et confus, c'est là que, dans toute son incompétence, le public est forcé de prendre ses plus importantes décisions. Les problèmes les plus difficiles sont ceux que les institutions ne sont pas capables de traiter. Ce sont là les problèmes du public[9] . »

Si les procédures formelles ont été mises en place, c'est toujours après une crise pour prendre en compte les problèmes révélés par les activistes, experts, témoins et protestataires à T-1. Mais savoir quelle procédure suivre à T+1, sans l'aide de ces mêmes activistes, est totalement impossible. Pour mettre en place le remembrement des années 1960 et la « modernisation » de l'agriculture, l'État a su (hélas) bien faire, mais pour le démembrement de la politique agricole ravagée par la modernisation, les fonctionnaires et les politiques sont aussi perdus qu'une poule qui a trouvé un couteau. On voit bien l'abîme qui sépare, là encore, dans le bureau de la préfète, les procédures qu'il faudrait suivre pour l'installation d'agriculteurs *individuels* et les procédures, encore en pointillé, que proposent les zadistes pour reconstituer des *communs*. Les institutions et procédures au temps T-1 se trouvent en face des institutions et procédures au temps T+1.

Le danger serait de croire qu'on pourrait ne pas instituer du tout, ce qui reviendrait à attendre trop

peu de l'État après en avoir attendu beaucoup trop. Il est de bonne politique de toujours considérer l'État comme un élève un peu retardé, dont les compétences dépendent entièrement des senseurs avec un *s*, des censeurs avec un *c*, des éducateurs et des *instituteurs* capables de le diriger. Seul, il est aveugle et sourd. Et pourtant, sans lui, on ne peut ni durer, ni instaurer le bien public à l'étape suivante, dont il constitue, en quelque sorte, l'archive et la mémoire institutionnelle.

L'enseignement, je le reconnais, est terriblement asymétrique. Ce n'est pas juste que ce soit au faible de faire la leçon au plus fort. Et pourtant, c'est le petit David qui doit apprendre à l'immense Goliath à regarder ailleurs, et celui-ci, énervé, tourne sur lui-même sans comprendre ce qu'on lui demande et refuse d'écouter la leçon des zadistes et, dans sa rage de ne pas comprendre l'injonction nouvelle, il risque de tout écraser autour de lui. C'est que l'État croyait savoir ce qu'il en était du territoire. C'était même sa définition. Il exerçait une souveraineté sur un sol. Or, ce qui est en question dans les ZAD, c'est l'ensemble des clés qui permettaient de définir un sol, des frontières, et une souveraineté.

Ce qui rend si essentielle l'affaire de Notre-Dame-des-Landes, c'est que cette remise en question se passe exactement au moment de notre triste histoire

où, dans tous les pays à la fois, France comprise, la révolution conservatrice qui a succédé au rêve de globalisation prétend, elle aussi, redéfinir le local, l'appartenance au sol, les frontières et la souveraineté. C'est juste le moment où il faudrait parvenir à détourner le public en quête d'assurance de se protéger derrière des frontières étanches et, en même temps, redonner un tout autre sens aux notions de local et de mondial. Comment inventer un sens de l'appartenance sans tomber dans la seule identité, redécouvrir le local sans retourner à la terre « qui ne ment pas », et parvenir à dissocier le goût indispensable pour le mondial du repoussoir désormais offert par la globalisation ?

Devant de telles innovations, l'État ne sait rien faire sinon envoyer des auxiliaires de justice appuyés par des gendarmes pour restaurer l'ancienne façon d'ordonner les paysages, pour « rétablir l'ordre ». Il est dans son rôle, en effet, sauf que l'ordre qu'il faut rétablir demande un bouleversement profond de ses procédures et la création de capteurs tout nouveaux pour se donner la capacité d'atterrir avec moins de lourdeur et d'écouter avec attention l'enseignement de ses maîtres. Pour le moment, dans la fumée des fumigènes et l'éclair des cocktails Molotov, on ne le voit peut-être pas, mais le rapport entre la ZAD et l'État est bien d'éducation réciproque. Puisque le

## ÉLOGE DES MAUVAISES HERBES

mois de mai est celui de Marie, une prière supplémentaire à la dite Notre-Dame n'est peut-être pas à négliger...



## Voilà ce à quoi ressemble une Démocratie de la Terre[8]

Par Dr Vandana Shiva

J'ai commencé à écrire cet article sur la ZAD au Sikkim, un État himalayen [État du nord-est de l'Inde, NDT] qui s'est déclaré 100 % bio, sans plastique, et dont le développement est axé sur la nature et sa protection. J'étais intervenue lors de la plénière d'ouverture d'une conférence organisée par le gouvernement local, portant sur « la biodiversité et les objectifs de développement durable ». Au cours de cette conférence, le ministre en chef [chef de gouvernement] de cet État, Pawan Chaling, a déclaré que « la violence ne peut pas créer la paix, les poisons ne produisent pas de nourriture ».

Alors que je finalise cet article à Delhi, à mon retour du Sikkim, je découvre que le marché sur lequel les agriculteurs bio de Navdanya [le réseau

fondé par Vandana Shiva pour protéger les semences paysannes] vendent leurs productions a été vandalisé. Quand les bulldozers deviennent le nouvel instrument de développement, dont la violence détruit les moyens de subsistance, il n'y a plus de créateurs ou de producteurs de vie et d'existences. Ce monde sans souveraineté alimentaire, sans biens communs, sans produits de première nécessité, qui crée uniquement des personnes jetables et précaires, est un monde fait seulement de consommateurs de camelote, jamais repus et toujours effrayés par la vie, la liberté et l'avenir.

Je me rends compte que chaque endroit est devenue une ZAD avec des fusils et des policiers, des bulldozers contre la vie, le vivant et la liberté.

Je dédie cet article à toutes les personnes qui mènent le combat pour la terre, pour notre humanité commune, où qu'elles soient. Avec une dédicace toute particulière aux personnes que j'ai rencontrées sur la ZAD.

La ZAD sème les graines du futur en travaillant à RÉGÉNÉRER COLLECTIVEMENT la Terre, en prenant soin d'elle.

Voilà ce à quoi ressemble l'avenir.

Voilà ce à quoi ressemble la liberté.

## ÉLOGE DES MAUVAISES HERBES

Voilà ce à quoi ressemblent des systèmes alimentaires centrés sur le soin apporté à la Terre et la dignité des paysan.ne.s.

Voilà ce à quoi ressemblent l'auto-organisation et la démocratie.

Voilà ce à quoi ressemblent la création d'une communauté et la restauration des biens communs.

Voilà ce à quoi ressemble une Démocratie de la Terre.

Ces réflexions me sont venues suite à la journée que j'ai passée sur la ZAD le 24 février 2018. Je me suis vraiment sentie chez moi sur la ZAD, parce que s'y incarnent les problèmes et les principes qui guident ma vie et mes actions. J'y ai mangé du pain et du fromage fabriqués sur place artisanalement, partagé un délicieux déjeuner préparé collectivement dans une cabane. Nous avons eu une discussion au centre d'information de la ZAD, qui est maintenant un hôpital communautaire après l'action militaire.

Lors de ma visite déjà, planait la menace d'une action militaire. Cette attaque militarisée contre la ZAD, lancée le 3 avril à 3 heures et demie du matin, est clairement menée contre l'avenir que les communautés sèment et cultivent.

Cette action militaire, la pire [en France[F14] ] depuis 1968, est évidemment une violation du droit des citoyen.ne.s qui ouvrent les chemins d'une transition écologique et économique pour nous sortir de cette voie sans issue faite de cupidité, de violence, d'inégalité et de non-durabilité vers laquelle les puissances économiques et politiques poussent l'humanité et la Terre.

La destruction violente de la ZAD n'est pas seulement une menace pour les paysan.ne.s et les personnes qui y vivent. C'est une violence faite à toutes celles et tous ceux qui cherchent à inventer un autre avenir, d'autres manières de s'organiser et d'autres manières d'être ensemble. Cette violence revient à effacer l'avenir.

L'humanité est en chute libre et se dirige droit vers son extinction, en détruisant la nature, la démocratie et les droits des peuples. Ce processus se nourrit de la privatisation des terres, de l'accaparement des biens communs qui permettent la vie, de la collusion des pouvoirs des grandes entreprises et des États et de l'utilisation croissante de la violence comme instrument de gouvernance.

En 2008, lors de la crise économique mondiale, tandis que tant de gens perdaient leurs maisons et leurs emplois, les milliardaires ont consolidé leur mainmise sur les industries un peu partout à travers le monde. Lorsque la valeur des actions ont atteint leur niveau le plus bas, les plus riches ont pu racheter l'économie à un prix défiant toute concurrence. C'est trop facile pour être le simple fruit du hasard. Le déploiement de la Machine à Sous est en marche. La violence militarisée qui menace aujourd'hui la société est constitutive de cette Machine à Sous. De simples actes de nos vies sont criminalisés, tandis que les crimes contre la nature et les personnes sont protégés par la force armée. C'est bien ce qui se passe sur la ZAD aujourd'hui.

Au fil des années, des personnes sont venues s'y installer. Elles y ont créé des collectifs, ont construit elles-mêmes leurs maisons, fait vivre des fermes et semé la terre pour y faire pousser leur nourriture. Dans un monde perclus d'individualisme et de consumérisme, dans lequel les sociétés s'atomisent et ploient sous leur empreinte écologique, la ZAD cultive la communauté et elle permet ainsi de défendre les biens communs. Ce passage d'une culture de consommation à une culture de la protection et ce processus de cocréation avec la Terre

sont ce qui m'inspire le plus de cette expérience. Cette mise en culture collective, ce refus de la marchandisation, le « non-marché » [un marché à prix libres, chaque acheteur laisse la somme qu'il souhaite, NDLT] constituent un îlot où se pratique la transition écologique au milieu d'océans devenus des déserts faits de monocultures industrielles, où se mène la guerre contre la société et la nature. Ces déserts sont en cours de régénération sur la ZAD.

Notre planète Terre est menacée parce qu'une Machine à Sous aveugle et brutale a pris le dessus.

Les illusions et les abstractions que les puissants ont créées puis imposées au reste de l'humanité, notamment au cours de ces deux derniers siècles par l'essor de l'industrialisation qui repose sur l'extraction des combustibles fossiles et l'expansion de l'esprit mécaniste réductionniste, nous font perdre notre capacité à vivre durablement. Du point de vue écologique, mais aussi social, au sein de nos communautés. Le déracinement, le déplacement, la fabrication de réfugié.e.s sont l'ombre portée de ce modèle illusoire d'une croissance illimitée sur une planète qui ne l'est pas et de l'exercice d'un pouvoir illimité par les puissant.e.s, modèle construit sur des catégories et des récits fallacieux.

Mais dérailler vers le précipice, vers l'extinction, n'est pas une fatalité. Nous pouvons faire le choix de refuser ce monde mécaniste et fuir ses représentations, nous libérer enfin des forces et des paradigmes qui nous y ont conduits. Nous pouvons reconnaître que nous faisons partie de cette grande famille qu'est la Terre. Sa capacité et son potentiel incroyables à rajeunir et à se renouveler doivent nous encourager à faire de même ; puisque nous en faisons partie et n'en sommes point séparé.e.s, cette capacité et ce potentiel sont aussi les nôtres. Prendre conscience de notre pouvoir à être «le changement que nous voulons voir dans le monde» comme l'a dit Gandhi, c'est nourrir une culture de l'espoir, de l'amour et de la compassion en ces temps de désespoir, de peur et de haine.

Les différents collectifs sur la ZAD sont le changement qu'ils veulent voir. Ils ne devraient pas être criminalisés, mais célébrés.

Nous avons besoin de plus de ZAD pour régénérer la terre et pour nous régénérer nous-mêmes. Comme je l'avais dit aux personnes du collectif que j'ai rencontrées lors de la soirée de février dernier que j'ai passée sur place, ils et elles sont un phare pour l'avenir, un phare pour éclairer notre chemin

au-delà d'une extinction que nous n'empêcherons pas si nous continuons à combattre la planète et les droits des peuples. Au lieu d'envoyer ses Robocops, le gouvernement français devrait envoyer ses jeunes sur la ZAD pour leur apprendre à vivre dignement, en paix avec la terre. Pour devenir des personnes créatrices de leur propre existence, et non des consommateurs et consommatrices ou des personnes jetables.

Lorsque le président Macron a rencontré le président Trump, il a rappelé à ce dernier qu'il n'y a pas de planète B.

Je voudrais donc rappeler au président Macron que, puisqu'il n'y a pas de planète B, nous devrions montrer en exemple celles et ceux qui prennent soin de la planète A, de notre planète, de notre Terre mère, plutôt que de leur tirer dessus.

Ils et elles créent des démocraties vivantes qui reposent sur la participation populaire et façonnent des économies dynamiques en prenant soin de la Terre et des autres. Elles et ils régénèrent ainsi la planète, notre humanité commune et sèment les graines de notre avenir en commun.

## ÉLOGE DES MAUVAISES HERBES

Ce n'est qu'uni.e.s dans nos diversités, en affirmant qu'il n'y a qu'une communauté terrestre et une humanité, que nous pourrions faire bloc et nous éloigner du précipice, échapper à la règle destructrice, écocide et génocidaire des 1 % et aux hallucinations de l'esprit mécaniste. Ces 1 % nous ont amené.e.s à l'abattoir, comme des moutons et des brebis. Nous pouvons choisir de ne pas y aller pour emprunter les chemins de notre liberté. Vivre libres. Penser librement. Respirer librement. Manger librement. Nous semons l'avenir dans nos esprits, dans nos cœurs, entre nos mains.

Le règne des grandes entreprises, qu'on appelle communément néolibéralisme, conduit les États à se mettre sous la coupe des multinationales et à se muer en États privatisés et militarisés qui s'approprient les biens communs, privatisent nos semences, notre nourriture, nos corps et nos esprits, nos savoirs et nos intelligences. Ils tirent profit de nos vies quotidiennes et chaque sphère de la vie devient alors une marchandise.

Résister à ces accaparements est un impératif éthique, écologique, économique et politique pour pouvoir rester en vie. Reconquérir les biens communs, c'est vouloir une Démocratie de la

Terre. La ZAD est un exemple de réappropriation de nos communs. L'idée même de biens communs implique qu'une ressource est prise en charge, protégée, gérée et utilisée collectivement par une communauté. Un bien commun incarne des relations sociales d'interdépendance et de coopération. Les règles et les principes y sont clairs; il y a des systèmes de prise de décision. Qu'elles concernent les plantes à cultiver, le nombre de têtes de bétail, les arbres à couper, les cours d'eau qui irrigueront tel ou tel champ et quand, ces décisions sont prises collectivement et démocratiquement par les membres du collectif. Un bien commun est avant tout une forme démocratique de gouvernance. Cela était vrai dans l'Angleterre de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Cela reste aujourd'hui vrai dans certaines régions, au sein de communautés où la propriété et la gestion collective des biens communs ont encore cours. C'est notamment le cas sur la ZAD[F15].

Nos imaginaires, nos solidarités, nos alliances peuvent créer un mouvement de libération planétaire qui nous permette de briser des chaînes et des murs construits par les faux-semblants de l'esprit mécaniste, de la Machine à Sous et des illusions de démocratie. Nous pouvons nous réapproprier nos savoirs et en créer de nouveaux en combinant nos intelligences. Nous pouvons créer de la richesse

## ÉLOGE DES MAUVAISES HERBES

véritable en harmonie avec la nature, par nos créations. Nous pouvons semer les graines d'une liberté réelle et de la Démocratie de la Terre[F16].



## La vengeance contre les communs[7]

Par John Jordan, artiste-activiste et habitant de la ZAD. Coauteur des *Sentiers de l'utopie* (2012)

L'hélicoptère de la police plane au-dessus de nous, le crépitement des pales semble ne jamais devoir s'arrêter. Pendant la nuit, ses faisceaux de lumière, comme les longs doigts d'une main divine, pénètrent jusque dans nos cabanes et nos fermes. Il a été si difficile de trouver le sommeil cette semaine. C'est comme si même les rêves étaient un délit sur la ZAD. Et c'est bien ça la question : ces 1 650 hectares de territoire autonome, cette zone à défendre (ZAD), a existé pendant presque une décennie malgré l'État et le capitalisme, et aucun gouvernement ne peut permettre à un tel lieu de s'épanouir. Tous les territoires habités par des gens qui jettent un pont entre les rêves et l'action doivent être brisés avant que l'espoir qu'ils portent ne commence

à se propager. Voilà pourquoi la plus grande opération de police en France depuis Mai 1968, pour un coût de 400 000 euros par jour, cherche à nous expulser, avec ses 2 500 gendarmes, ses véhicules blindés, ses bulldozers, ses balles en caoutchouc, ses drones, ses 200 caméras et ses 11 000 grenades lacrymogènes et grenades assourdissantes tirées depuis que l'opération a commencé le 9 avril 2018, à 3 h 20 du matin.

L'État avait dit qu'il s'agirait d'« expulsions ciblées », affirmant que jusqu'à 80 zadistes « radicaux » seraient pourchassés, et que les autres, les « bons » zadistes devraient choisir la légalité, sinon le même sort leur serait réservé. Le bon zadiste était une caricature du gentil « néo-paysan » qui fait son retour à la terre. Le mauvais, un révolutionnaire ultra-violent qui n'est là que pour semer le désordre. Bien sûr, il ne s'agissait là que d'un fantasme destiné à nourrir la stratégie première de l'État, à savoir diviser ce mouvement divers et populaire qui a réussi à s'imposer face à trois gouvernements français différents et à gagner la plus grande victoire politique en France de cette génération : l'abandon de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

Au départ, la ZAD fut créée pour protester contre la construction d'un nouvel aéroport pour la ville de Nantes, après la diffusion pendant un camp climat organisé en 2009 d'une lettre d'habitants qui invita les gens à occuper la terre et les bâtiments : « Parce que, avaient-ils écrit, seul un territoire habité peut être défendu ». Au fil des années, ce territoire choisi pour accueillir un méga-projet d'infrastructure s'est transformé, pour devenir le plus grand laboratoire des communs d'Europe. Avant que l'État français ne détruise nos maisons au bulldozer, il y avait 70 lieux de vie différents et 300 habitants blottis dans ce paysage en damier fait de forêts, de champs et d'étangs. Ici, d'autres façons de vivre les uns avec les autres, avec les espèces compagnes et avec le monde sont expérimentées 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

Qu'il s'agisse de cuire notre propre pain ou d'animer une radio pirate, de cultiver des jardins de plantes médicinales ou de fabriquer du camembert rebelle, qu'il s'agisse d'un studio d'enregistrement de rap ou d'un atelier de fabrication de pâtes, d'une brasserie artisanale ou de deux ateliers de forgeron, qu'il s'agisse de créer un système judiciaire communal ou une bibliothèque, sans oublier la construction d'un véritable phare en état de marche

– la ZAD est devenue une nouvelle commune pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Désordonnée et désarçonnante, cette utopie magnifiquement imparfaite en résistance contre un aéroport et son monde a été soutenue par un mouvement populaire et radicalement divers, qui a rassemblé des dizaines de milliers d’anarchistes et d’agriculteurs, de syndicalistes et de naturalistes, d’écologistes et d’étudiants, d’habitants du cru et de révolutionnaires de tous horizons. Mais tout a changé le 17 janvier 2018, quand le Premier ministre français est apparu à la télévision pour annoncer que le projet d’aéroport était annulé, ajoutant dans un même souffle que la ZAD, cette « zone hors-la-loi », serait expulsée et que la loi et l’ordre seraient rétablis.

Au cours du temps une véritable culture de la résistance a pris forme parallèlement à la ZAD. Peu de gens sont préparés psychologiquement ou physiquement à se battre sur les barricades, mais des milliers de personnes sont prêtes à apporter un soutien matériel sous toutes ses formes, qu’il s’agisse de créer un jardin de plantes médicinales ou de proposer des séances gratuites d’acupuncture aux activistes, de donner de vieilles fenêtres, de construire des cabanes, d’apprendre aux gens à reconnaître les champignons, de faire don des frais d’impression

de tracts, ou encore de faire la plomberie pour un nouveau squat. Parfois une culture de résistance implique de magnifiques actes clandestins de solidarité. Après les émeutes anti-aéroport à Nantes en février 2014, des employés municipaux ont reconnu qu'ils ne mettaient pas trop de mortier entre les pavés qu'ils remettaient en place : « Au cas où ! », ont-ils dit.

Tout mouvement victorieux, qu'il s'agisse des suffragettes ou de l'abolition de l'esclavage, a une culture de résistance d'une grande richesse. Chaque individu compte, et chacun est aussi héroïque et nécessaire que ceux qui montent en première ligne. Comme le dit une banderole sur la ZAD : « Pas de barricadières sans cuisiniers ».

Mais une culture de résistance n'est pas que matérielle. Elle doit aussi procurer un soutien émotionnel et affectif – et cela peut venir des histoires que l'on se raconte. Nous avons besoin de récits qui nous rappellent que la résistance n'est jamais futile, que nous sommes issus d'une longue histoire de luttes et que tout ce que nous prenons pour argent comptant dans ce monde a été obtenu grâce à la désobéissance. Nous avons besoin de récits de vie partagée et d'interdépendances qui contredisent les

récits du capitalisme qui ne conçoivent la vie que comme un champ de bataille de compétition acharnée. Nous avons besoin de récits qui émergent des corps de ceux qui vivent les luttes directement, plutôt que d'attendre que des journalistes ou des universitaires nous les racontent depuis le confort de leur bureau et avec le recul rassurant de l'histoire.

Mais une culture de résistance suppose aussi de s'ouvrir à ceux et celles qui pourraient être différents, qui pourraient ne pas avoir la même analyse révolutionnaire que nous, qui sont mis par certains dans la case « réformiste ». C'est précisément ainsi que l'on crée une composition, que l'on tisse une véritable écologie de la lutte, et c'est cette écologie qui nous a amenés à vivre dans la zone.

Nous avons entendu les récits venant de ce lieu, des récits en résonance avec les nombreuses luttes historiques qui avaient construit les horizons auxquels aspiraient nos mouvements – les échos de la Commune de Paris de 1871, les évocations des caracoles zapatistes du Chiapas. Nous avons aussi des amis rebelles qui vivaient ici, mais ce qui comptait surtout pour nous c'est que ce combat mêlait les deux fils essentiels d'ADN de toute Écologie de la Lutte[F13] : le oui et le non, la résistance et

la création, le combat et la construction, dans le même élan. Nous avons vu tant d'alternatives rejetant la protestation et le combat politique devenir de nouvelles start-up cooptées par le capitalisme. Nous avons aussi souffert de voir tant de mouvements de protestation perdre la capacité à susciter du désir, parce qu'ils n'avaient pas d'exemples dans la vraie vie de l'avenir auquel ils aspiraient. Quand le oui et le non ne tiennent plus ensemble, nous perdons notre force, nous perdons ce qui donne vie à la révolte, et la révolte à la vie.

Et maintenant que le « non » à l'aéroport a gagné, que va-t-il se passer sans lui, allons-nous devenir une nouvelle Silicon Valley verte ? La meilleure façon de refuser cela, c'est de renforcer nos liens avec d'autres mouvements et de continuer à transformer ce lieu pour qu'il fournisse avec force une base matérielle qui nourrisse (dans tous les sens du terme) des mouvements révolutionnaires. Faute d'habiter un territoire, si nous sommes éparpillés à travers le pays, nous ne sommes rien. La ZAD a toujours été opposée à l'aéroport et son monde : nous avons encore un monde à gagner, et bien des mondes à refuser et auxquels résister. Mais si nous voulons rester ici c'est aussi pour une raison très simple, parce que nous sommes tombés

profondément amoureux. Nous sommes amoureux du bocage, de ses récits et de toutes ses formes de vie, qu'elles soient humaines ou pas.

Le gouvernement veut que les habitant.e.s de la ZAD se régularisent un.e à un.e, et rentrent dans le cadre de l'« État de droit ». Pour appuyer cette exigence, le ministre de la Transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot, a déclaré que « l'écologie, ce n'est pas l'anarchie ». C'est oublier que, parmi les premiers théoriciens de la pensée écologiste, nombreux furent anarchistes. Élisée Reclus, le célèbre géographe et poète, auteur de la magnifique idée selon laquelle l'être humain était tout simplement « la nature prenant conscience d'elle-même », s'est battu sur les barricades de la Commune de Paris en 1871. Quant au géographe du XIX<sup>e</sup> siècle Pierre Kropotkine, il passa de nombreuses années en prison et en exil en raison de ses positions politiques ; mais il était aussi connu dans les cercles scientifiques comme un des premiers promoteurs de l'idée selon laquelle l'évolution ne se résume pas à la guerre acharnée de tous contre tous, mais découle aussi de la coopération, ce qu'il appela l'« Entraide ». À partir des années 1950, le philosophe étasunien Murray Bookchin (maintenant mieux connu en raison de son influence sur les Kurdes dans

la construction d'une forme de confédéralisme municipal sans État dans le territoire autonome du Rojava, dans le nord de la Syrie) associa étroitement écologie et anarchisme dans le concept d'écologie sociale. Les humains dominent et détruisent la nature parce que nous nous dominons les uns les autres, affirmait-il. Pour éviter l'effondrement écologique il nous faut nous débarrasser de toutes les dominations – de l'homme sur la femme, des vieux sur les jeunes, des Blancs sur les Noirs, des riches sur les pauvres.

Lorsque nous habitons vraiment un lieu, il devient évident que la vie n'a pas de système de contrôle central, pas de hiérarchie, pas de chefs ni de patrons, ni gouvernement ni président. Chaque forme de vie est une forme auto-organisée de communs – profondément connectée et interdépendante, toujours changeante, toujours enracinée et enchevêtrée –, des cellules de nos doigts aux vers de terre dans nos jardins, des arbres de la forêt de Rohanne aux bactéries dans notre intestin. Comme l'écrit le biologiste et théoricien de la culture Andreas Weber, toutes les formes de vie « interagissent constamment les unes avec les autres – ces interactions revêtent un aspect matériel, mais elles sont aussi porteuses de sens, celui de la vie et de la

notion d'appartenance à un lieu». Chacune de ces relations obéit à un principe supérieur: seuls les comportements qui font place sur le long terme à la fertilité et à la diversité de l'écosystème tout entier pourront se perpétuer. Plus nous observons le monde vivant dans toute sa complexité, plus nous sommes capables de comprendre comment devenir des «communards», comment réellement habiter ce monde et comprendre que la séparation opérée entre l'individu et le tout est une fiction.

Être réellement libre ne consiste pas à être un individu libre de vivre sans contraintes, mais bien à être pris dans un ensemble de relations bénéfiques avec des personnes et des milieux vivants. Ces relations nous nourrissent matériellement et psychologiquement. Sans lien à la nourriture, nous mourons de faim. Sans lien à des amants, nous devenons tristes. Nous sommes libres parce que nous sommes liés les un.es aux autres. La liberté ne consiste pas à briser nos chaînes mais à les transformer pour qu'elles deviennent des racines vivantes et des veines qui irriguent, partagent, se rejoignent, et nous permettent de changer et d'évoluer en commun. Lutter pour la ZAD, cela ne consiste pas à rétablir «la loi et l'ordre» dans la zone, c'est une lutte entre la propriété privée et ceux qui partagent

## ÉLOGE DES MAUVAISES HERBES

des mondes, c'est la lutte du capitalisme contre les communs. C'est un combat pour l'avenir, un combat que nous ne pouvons pas perdre.



## Échapper à la zone de mort

par Starhawk

Il y a une histoire méconnue, souvent tombée dans l'oubli, qui se cache derrière l'épopée des rois et des conquêtes : la saga de la révolte. Pour chaque seigneur qui se proclamait maître de son fief, pour chaque spéculateur qui prenait possession d'une parcelle de terre commune, il y avait des gens du commun qui résistaient. Pendant mille ans ou davantage, les bois et les friches d'Europe ont été habités par ceux et celles qui ne voulaient pas se soumettre, qui vivaient en réprouvés et en hors-la-loi.

Parfois, le mécontentement débordait et se transformait en une rébellion pure et simple. Nous connaissons encore quelques-unes de ces insurrections : la révolte de Wat Tyler, la Guerre des Paysans

– mais il y en eut des centaines d'autres, la plupart écrasées avec brutalité. La Révolution française est l'une des rares qui ont réussi.

Pourtant, chacun de nos droits, à nous, gens du commun, chaque heure de détente et chaque petit morceau de nourriture, est issu de ce long combat. La ZAD appartient à cette lignée. Des paysans locaux ont trouvé soutien et camaraderie auprès d'une bande bigarrée d'activistes, d'anarchistes et d'artistes qui ont créé ensemble une forme nouvelle – et très ancienne – d'être sur la terre. Car, bien avant que la terre ne devienne propriété privée, elle appartenait à la communauté, au village, au clan, à la tribu. Paradoxalement, le magnifique paysage de bocage, avec ses haies et ses petits champs, a été créé il y a des centaines d'années précisément par ce processus d'enclosure qui avait dépossédé les communs. Maintenant les communs veulent reconquérir cette terre.

J'ai eu la chance de me rendre sur la ZAD à l'été 2017, de participer à une discussion avec la philosophe Isabelle Stengers, de mener une exubérante danse en spirale au milieu de la prairie et de rencontrer des défenseurs de la terre et des paysans et des artistes radicaux et des chœurs révolutionnaires.

J'avais le sentiment de m'être égarée dans un espace situé hors du temps, épargné par les

## ÉLOGE DES MAUVAISES HERBES

exigences implacables du capitalisme, où les paysans traditionnels et les anarchistes ont uni leurs forces pour revitaliser la terre, pour faire pousser de la nourriture, pour construire des structures sauvages et créatives, et pour offrir l'hospitalité à tous. Un tel rêve représente une menace existentielle pour un ordre mondial qui exige que tout soit objectifié, quantifié, monétisé. Mais ce monde-là est en train de tous nous tuer.

L'expérience de la ZAD *démontre* que nous devons trouver un chemin pour échapper à la zone de mort et retrouver le terrain désordonné de la vie qui renaît.



## Mieux que résister: défendre

Par Kristin Ross, historienne, spécialiste de l'histoire politique et culturelle contemporaine, auteur de *Mai 68 et ses vies ultérieures*

Je me suis rendue sur la ZAD au printemps 2016, il y a deux ans. J'ai été impressionnée par le mélange des gens – il y avait plus de vieux et plus de femmes qu'on en trouve en général dans ce genre d'endroits – et aussi le mélange des activités. Quand nous sommes arrivés à Saint-Jean-du-Tertre, la discussion n'a pas démarré tout de suite car il y avait un troupeau de vaches à déplacer d'un bout à l'autre de la ZAD. Puis des chevaux se sont échappés et on est allés les chercher. De retour à la ferme, c'était l'heure où le pain sortait du fourneau et il fallait aussi attendre les militants qui rentraient de Paris où ils avaient participé aux manifestations contre la loi Travail. Finalement la discussion a eu lieu dehors, autour du fourneau, car

la bibliothèque du premier étage n'avait pas encore été construite.

J'avais été invitée par des membres du collectif « Mauvaise Troupe » à parler de mon livre sur « l'Imaginaire de la Commune », qui venait de paraître en français. Comment construire des « formes communes » ? Telle était la question qu'ils se posaient et ils avaient notamment retenu le titre original de mon livre, « Communal Luxury » : le luxe communal. C'était une formule qui circulait pendant la Commune chez le monde des artistes et des artisans : faire en sorte non pas de partager le gâteau en parts égales, mais de partager le meilleur.

Parmi l'assistance, certains avaient une formation littéraire poussée et d'autres étaient des autodidactes. Au niveau de la ZAD, il y a eu bien sûr des tensions. Régulièrement, en assemblée générale, les diplômés se voyaient reprocher la facilité avec laquelle ils parlaient, au risque d'écraser les autres, même sans le vouloir. Une autre ligne de fracture opposait les paysans historiques et les « naturalistes », pour qui l'homme doit cesser d'intervenir sur la nature : il ne fallait plus toucher une branche dans la forêt. Un autre litige, plus anecdotique, portait sur les chiens. Pour certains, dans une ZAD, tout le monde est libre, donc les chiens aussi ; pour d'autres, ils dérangent les troupeaux.

J'y suis retourné 6 ou 7 fois, pour le plaisir. J'aime le rapport au temps qui s'éprouve là-bas. Cela n'a rien à voir avec la temporalité du celle du capitalisme. Sur la ZAD, on travaille énormément, mais on ne travaille pour un salaire et cela change tout. Il faut s'occuper des animaux, des cultures, des enfants. Ils sont tout le temps occupés à construire, agrandir, réparer leurs lieux de vie. Ils ont aussi construit des bâtiments collectifs, ainsi que des installations ludiques, notamment un phare. Un phare en plein bocage, que l'on érige et que l'on entretient avec soin : voilà l'exemple d'un luxe communal !

Les journées sont également occupées par les activités politiques et culturelles. C'est ce que « Mauvaise troupe » appelle l'activité de « composition » : prendre du temps pour vivre ensemble, avec toutes ces sensibilités. Cela se passe par des AG, qui peuvent durer jusqu'à 6 heures. Vu de loin, on peut être tenté d'en sourire, mais quand vous vivez ces moments sur place, vous ressentez de l'admiration pour l'énergie mise à inventer une vie différente. Je vois une liberté formidable dans leur façon d'assumer une forme de « pauvreté ». Ils limitent leurs besoins, privilégient le travail collectif, apprennent à être autonomes. En compensation, une richesse de vie leur est donnée ; et on pense bien sûr aux communautés précapitalistes, ou encore aux

communautés franciscaines, mais sans la dimension religion.

On mange très bien à la ZAD, sauf quand la nourriture manque, et les gens aiment faire la cuisine ensemble. Je dormais dans une caravane. L'hiver, c'était parfois glacial, mais d'autres lieux sont chauffés. Le gouvernement a prétendu que c'était un endroit dangereux. Comme partout, il peut y avoir des individus qui posent des problèmes, mais ils ont un système de médiation : chaque mois, douze personnes sont tirées au sort pour être médiateurs. Cette accumulation d'expériences, de solidarités, de partages, constitue au fond le bien le plus précieux de la ZAD. On commence par défendre une terre et peu à peu, ce que l'on fait ensemble devient aussi important que cette terre. Bâtir des solidarités entre gens différents est vraiment ce dont nous avons besoin aujourd'hui.

J'étais à la Rolandière quand l'abandon du projet a été annoncé. Tout le monde se pressait pour voir les images de cette décision historique sur un minuscule écran d'ordinateur. Nous avons fait le tour de la ZAD pour remercier les agriculteurs qui ont participé à la lutte, avant d'organiser une grande fête. Mais après, l'État a cherché à diviser les zadistes. Bien sûr, il y avait des désaccords internes sur l'avenir. Certains étaient pour trouver

un compromis avec l'État, d'autres adoptaient une position radicale, un anarchisme pur, au risque de l'impuissance. Au lieu de trancher à la majorité ou de se disperser dans le chacun-pour-soi, ils ont cherché une position médiane, les discussions ont pu être pénibles et nécessitait du temps. C'est toujours cette idée de la « composition ». Mais l'État ne voulait pas de cette expérience-là.

Ce qui s'est passé début avril est dramatique. Que de pollution, que de gaz, que de boue partout ! Les gendarmes n'ont pas seulement démoli, ils ont sali. Même les bêtes qui se sont pris des lacrymos et errent dans la forêt. Tout se passe comme si l'État, faute d'avoir pu construire son aéroport, avait quand même réussi à saccager le bocage. De quoi Emmanuel Macron a-t-il donc peur pour agir avec une telle violence ? Ma réponse est que, aujourd'hui, vivre autrement, librement, un peu hors du système, constitue une menace pour le néolibéralisme. Il faut défendre ces espaces « hors système ». La gauche radicale brandit souvent le mot « résistance ». Mais résister, c'est admettre que l'on a déjà perdu et que l'on a en face de soi une puissance énorme, invincible. Je préfère l'idée de « défense », qui est au cœur de l'expérience de la ZAD : on défend quand on a déjà quelque chose, qu'on y tient, que l'on chérit. La ZAD n'est pas

une utopie, mais une communauté qui fonctionne depuis 10 ans. Voilà ce que le gouvernement français a voulu détruire.

Ce même gouvernement m'avait contacté en octobre dernier, par l'intermédiaire de Sylvain Fort, conseiller « Discours et Mémoire » d'Emmanuel Macron. Il voulait que je vienne à l'Élysée lui parler de 68. « *À l'occasion du cinquantenaire de Mai 68, le Président envisage de participer à la réflexion nationale qui ne manquera pas de se déployer tout au long de l'année* », m'a écrit sa collaboratrice. Dans ce mail, les événements 68 étaient associés à des thèmes comme « *modernisation* », « *impasses* » ou encore « *l'éventuelle pénurie d'utopies qui en a peut-être résulté.* » C'est le récit classique selon lequel 68 aurait épuisé et enterré les dernières illusions révolutionnaires et que désormais, faute d'alternative, il faudrait renoncer à changer le monde. Dans mon travail d'historienne, j'ai au contraire montré que 68 a inventé de nouvelles formes d'actions, dont des mouvements comme Notre-Dame-des-Landes se nourrissent encore aujourd'hui. Je ne crois pas à l'idée de l'impasse et j'ai donc décliné la proposition de l'Élysée.

Par la suite, j'ai vu que votre président avait renoncé à s'exprimer lors du cinquantenaire. Je crois qu'il a bien fait. Car se revendiquer de

## ÉLOGE DES MAUVAISES HERBES

l'héritage du soulèvement de mai tout en envoyant des blindés à Notre-Dame-des-Landes aurait été le comble de ce que 68 craignait le plus : le cynisme récupérateur.



## Un laboratoire de la fragilité

Par Olivier Abel, professeur de philosophie  
à l'Institut protestant de théologie,  
membre de la revue *Esprit*

Longtemps, je ne me suis pas intéressé à Notre-Dame-des-Landes. Jusqu'à l'intervention du 9 avril, je regardais tout ça de très loin. Ce combat me semblait trop lointain, trop marginal, imprégné d'une logique trop anti-institutionnelle. C'est à l'arrivée de bulldozers, quand j'ai vu la disproportion des moyens mis en œuvre par la puissance publique pour procéder aux expulsions et aux destructions d'habitats si fragiles, que je me suis dit : ce n'est pas normal. Et je me suis demandé : pensons-nous, sentons-nous ce que nous faisons, en laissant détruire trop précipitamment et indistinctement ce qui fait le cœur battant de la ZAD ?

Cette brutalité me semble révélatrice d'une société technique où la transgression des normes

est devenue impossible. L'État et le marché s'appuient sur des dispositifs de contrôle tellement techniques qu'ils empêchent toute transgression. Or une société *politique*, c'est une société dans laquelle il y a des lois élaborées ensemble, avec une sanction certes pour ceux qui ne les respectent pas, mais qui doivent rester contestables, et qu'on doit pouvoir transgresser, au moins symboliquement et marginalement. Sinon, on ne peut plus parler de société politique et humaine, mais de « société bétaillère », de société technologique. Imaginons le sort de la Résistance si les papiers d'identité avaient été infalsifiables. Et comment ne voit-on pas qu'une telle société génère, en face, la montée en puissance de transgressions non moins « apolitiques », de plus en plus violentes, et de toute façon capables de percer les protections techniques ?

Au fond, qu'est-ce qui fait à ce point peur dans l'expérience de Notre-Dame-des-Landes ? N'est-ce pas justement parce qu'elle forme un tissu expérimental, très local, mais en train d'essayer d'autres voies ? Même si elle a pu parfois être parasitée par quelques individus violents attirés par la casse, n'est-ce pas pour l'essentiel un espace de partages inédits[F20] du temps et de l'espace, des usages et des choses, soustraits à la standardisation par la loi du marché, du productivisme et du consumérisme ?

Notre-Dame-des-Landes invente des formes de vie, de styles de vie différents. Ce n'est pas seulement une « biovariété » qui est menacée et écrasée aujourd'hui, c'est la possibilité même, constitutive du « politique », de mettre au cœur de la cité la pluralité des manières d'interpréter la vie. C'est ce processus d'uniformisation que Pasolini vitupérait dans sa colère contre tout ce qui saccage les styles, les formes de vie qui faisaient jadis parler les villes et les nuits de son pays, et dont il mesurait déjà l'écrasement. Or justement, et c'était un de ses effets les plus bénéfiques, Mai 68 avait autorisé, durant quelques années, une société délivrée du regard des classes, de la perpétuelle évaluation des vêtements, des marques, des voitures, des maisons, des signes de réussite. On avait cessé de comparer, de se comparer les uns aux autres, et la hiérarchie établie par la société marchande en a été pour quelques années brisée dans son ressort. C'était cela « l'imagination au pouvoir » : l'absence de standards intangibles, de formes établies, d'images toutes faites et, du même mouvement, l'émerveillement de la pluralité des formes de vie possibles, à chaque fois incommensurables. Et n'est-ce pas cette diversité des formes et des styles de vie qui fait la vivacité d'une société ?

Notre-Dame-des-Landes découvre des modes d'habiter, ou plus exactement de cohabiter, de

partager le monde, avec d'autres humains, différents, avec d'autres vivants qui ne peuvent se réduire à n'être que nos objets. Qu'est-ce qu'habiter si l'on met autant que possible entre parenthèses les formes de l'habitat « acheté » ? André Gide, dans son journal, *Le Retour du Tchad*, décrit longuement ces cohabitats élémentaires et délicats, dont nous aurions aujourd'hui tant à apprendre. On touche ici à ce qui fait la tige où puise au fond toute économie, dont le véritable cœur est l'*oikos*, le monde cohabité, dans sa vulnérabilité, ses échelles et ses rythmes divers. Notre-Dame-des-Landes est un laboratoire de la fragilité, du vulnérable, un tissu fragile, et qui ne se voulait pas en état d'hostilité, qui voulait simplement vivre autrement.

Mais si la vie toujours prend des formes, des manières d'apparaître et de partager le sensible qui s'offrent aux autres et sont par eux appropriables, comme dit Marielle Macé, ces formes sont aussi expropriables. À Notre-Dame-des-Landes, les formes de vie se montrent particulièrement « déprotégées », pour reprendre le mot de Roland Barthes. Balayer des cohabitats si précaires, démolir de simples cabanes, quel bonheur, quelle facilité à côté des rapports de force bruts avec les bataillons de la FNSEA. C'est bien triste ! Il ne restera bientôt dans ce monde que

ce qui aura su se protéger, se défendre, s'enrober jusqu'à se rendre inaccessible. Il me semble que nous sommes dans une société « enrobée », qui ne cesse de s'encapsuler pour se protéger. Or, plus on se protège, plus on est dangereux pour les autres : on le voit par exemple avec les voitures, de plus en plus grosses et caparaçonnées. C'est la course à la protection. Cet imaginaire-là me semble terrifiant, qui conduit à un monde de plus en plus dur, dont les premières victimes sont ceux qui ne peuvent se protéger. Je pense ici aux migrants, aux vieux, aux plus pauvres, à tous ceux qui vivent dans la précarité, placés dans cette injonction d'être compétitifs, rentables, flexibles, conformes.

Quelle est cette loi d'airain des plus forts, contre laquelle Homère se dressait déjà dans l'*Iliade*, et qui partout et sans cesse applique son impérieux « soyez commensurables, ou disparaissez », pour reprendre la terrible formule de Jean-François Lyotard ? Et quelle est la solution pour sortir de cette logique barbare ? Certes, il faut renforcer les droits accordés aux plus fragiles, mais, de mon point de vue, on reste dans un imaginaire de la protection. Le philosophe américain Emerson remarquait que « toute protection contre un mal nous place dans la dépendance à ce mal ». Autrement dit, n'envisager que la protection consiste à voir la vie uniquement

à travers la peur du malheur. Or, vivre, c'est désirer du bon!

La seule solution pour sortir de cette logique infernale, c'est que les plus forts se déprotègent, reconnaissent leur part de fragilité. Cela vaut pour les pouvoirs publics dans leur attitude face aux « marges », mais cela vaut aussi pour les individus. Or, dans nos sociétés ultra-libérales, chacun veut la loi là où il se sent ou se sait faible, mais a du mal à imaginer qu'il puisse être aussi « le fort » contre lequel les autres doivent être protégés. Ou que demain il puisse être le faible. Ricoeur disait qu'il faut faire appel à la « capacitation » des personnes, mêmes les plus vulnérables, pour les sortir, justement, de leur vulnérabilité. Mais il disait également l'inverse : il faut aussi que les plus capables reconnaissent leur part de vulnérabilité, et que nous reconnaissons ensemble combien nos institutions, nos services publics, nos biens communs, notre planète sont fragiles, et ont besoin de notre attention, de notre soin.

Mais le plus important à mes yeux dans Notre-Dame-des-Landes est la question du « dehors », qui me fait songer aux expériences des « dissidents » anglais au XVII<sup>e</sup> siècle. C'est ce que John Milton, le poète et penseur « puritain » [10] que nous avons tenté de redécouvrir avec Sandra Laugier, opposait

au pacte de Hobbes, si monolithique. Son contemporain Winstanley écrivait en 1652 : « Au commencement, il n'était soufflé mot de la domination de l'espèce humaine sur les autres. Mais, dans leur égoïsme, certains imaginèrent d'instituer qu'un homme enseigne et commande à un autre. Et il advint que la terre se hérissa de haies et de clôtures du fait de ceux qui enseignent et gouvernent ; des autres, on fit des esclaves. Et cette terre où la création avait entreposé des richesses communes à tous, la voici achetée et vendue. » C'est avec cet idéal que de nombreux dissidents ont préféré rejoindre la flibuste et la piraterie, pour établir une société libre et sans clôture. C'est que sur l'océan il n'y a plus ni roi ni pape, on est seul avec Dieu, on a tout quitté.

En néerlandais, la *flibuste* signifie « libre butinage ». Les boucaniers formaient une société multiraciale de rescapés, de proscrits et de dissidents. Ils avaient appris des Indiens à boucaner, sécher la viande et tanner le cuir, ainsi que l'usage des plantes médicinales. C'est que, dans les nouveaux mondes, tout est offert à profusion par la divine Providence. On pourrait aller jusqu'à dire que ces boucaniers avaient rouvert certaines formes très archaïques des sociétés de cueillette et de chasse, qui se figurent le monde en termes d'itinéraires, de butinages racontés et de pactes, et non d'espaces enclos. On n'est

plus dans une économie de l'échange, ni même du don, mais de la « prise ». C'est d'ailleurs aussi ce que décrit Richard White dans *Le Middle Ground*, ce livre singulier où il évoque les grands lacs et plaines[F21] nord-américains au temps du délicat mélange entre les Indiens et les trappeurs. C'est là une des tiges majeures de l'invention démocratique, et la source d'un droit vif, un droit différentiel qui pourrait apporter, au droit sédimenté et plat des contrats, à la fois le respect des usages, des droits coutumiers, et l'invention d'alliances inédites. Notre-Dame-des-Landes est un laboratoire d'alliances, de pactes fragiles, entre des acteurs hétérogènes dont aucun ne prétend avoir le dernier mot, justement parce qu'ils lancent entre eux un archipel de promesses à tenir ferme dans un océan d'incertitudes.

À l'heure où nous tentons de comprendre Mai 68, d'en démêler les effets multiples, il nous faut faire place, dans notre monde, à tous ceux qui se refusent à la réalité « réaliste » telle qu'elle va, qui veulent en sortir. Ces marges de la société, ces « zones du dehors », pour reprendre le beau titre du roman d'Alain Damasio, personne n'aurait songé à l'époque à les désigner comme des zones de non-droit. Nos sociétés modernes se sont construites sur la liberté de partir ailleurs. Mais aujourd'hui le monde est fini, on ne peut plus aller « ailleurs ». Où

se retirer, alors? Si l'on veut résister aux terribles processus d'exclusion, de bannissement des uns, et d'érection de murs terribles qui empêchent les autres d'entrer, il nous faut inventer la possibilité de faire dissidence et sécession «sur place», ici, là où l'on est. Ne nous trompons pas sur le sens de cette «sécession»: ce n'est ni un isolement autosuffisant ni une rupture définitive. Car je ne peux résilier mon consentement à la société, m'en retirer dans ma cabane, que si plus profondément je m'associe avec ceux qui y demeurent. En réalité, même si je proteste contre la société telle qu'elle va, je donne mon assentiment au fait d'être en société. Mais pour pouvoir entrer dans le monde, et y rester sans *burn-out*, sans en être écrasé, ne faut-il pas pouvoir s'en retirer? Pour refaire le pacte, ne faut-il pas pouvoir le rompre?

Nous ne sommes plus à l'époque du retour à la terre et des communautés hippies. Mais de tout temps, et depuis les premiers monastères, c'est dans de telles parenthèses marginales que se sont élaborées les promesses du futur. On sera étonné que je compare la ZAD de Notre-Dame-des-Landes à un monastère! Mais on y trouve d'abord l'inversion de la hiérarchie ordinaire entre la vie active et la vie contemplative, où l'on ne fait rien pour autre chose, mais comme en roue libre, «pour rien» justement,

de façon purement désintéressée, dans une sorte de dépense inutile. C'est aussi une intense dialectique de la clôture et de l'ouverture, car nous ne pouvons avoir d'ouverture qu'à proportion que nous avons des clôtures, et il est impossible d'être durablement « ouvert » à tous égards et sur tous les registres : il faut pouvoir se retirer du monde commun pour pouvoir y revenir, et y « revenir ensemble », comme le demandait saint Basile aux anachorètes de Cappadoce.

Je pense d'ailleurs que, de tout temps, les grandes inventions ne se sont pas faites au cœur des sociétés, mais à leurs marges. Le feu, par exemple, aurait été inventé dans des petits campements de jeunes marginaux, chassés de leurs tribus ! Encore aujourd'hui, ce sont les laboratoires improductifs, déconnectés des contraintes économiques, qui auront quelque chance de faire les plus grandes découvertes. C'est aussi vrai dans les arts, dans l'histoire de la pensée, et dans celles des communautés « politiques » où se sont expérimentées d'autres façons de vivre ensemble. C'est bien ce dont nous avons le plus besoin.

Et c'est pour toutes ces raisons que la ZAD m'intéresse, m'intrigue et m'importe.

ÉLOGE DES MAUVAISES HERBES

Bio à venir



## Zone de politisation du moindre geste

Par Geneviève Pruvost

Où, quand, comment et sur quelle durée sont déployés massivement blindés, grenades lacrymogènes, incapacitantes, assourdissantes et offensives, hélicoptères, drones, check points filtrant pour maintenir l'ordre civil? Regarder de près où se concentrent les effectifs policiers les plus lourdement armés fournit trois informations capitales: en un même mouvement de troupes sont désignés les «lieux de résistance» et les «ennemis publics» qu'un État entend briser; le type d'infractions sur lesquelles l'État veut faire la démonstration spectaculaire du rétablissement de son autorité; enfin, le groupe humain au sein duquel provoquer des blessures graves et prendre le risque d'une mort (comme celle de Rémi Fraisse, tué par une grenade

qui explosé au niveau de sa tête) est estimée quantité négligeable par les donneurs d'ordre.

Ces opérations policières massives à caractère militaire, même si elles sont masquées par des opérations de communication qui en édulcorent la brutalité, ont le mérite de la clarté : elles mettent à nu les priorités politiques des gouvernements, avec d'un côté les zones à démolir de toute urgence, et de l'autre, les zones floues sur lesquelles le laissez-faire est permis depuis des décennies. Je ne crois pas avoir noté l'usage de grenades offensives pour arrêter net la production de déchets nucléaires, de dioxine, de bisphénol, de distilbène, de vaches folles ou de lait maternisé contaminé. Il ne me semble pas (mais peut-être existe-t-il un cas qui aurait échappé à ma vigilance) que des pelleteuses aient déjà été envoyées pour raser des complexes immobiliers amianté, sur la base d'un permis de construire douteux, et ce, à grand renfort de gendarmes mobiles pour évacuer à coups de bombes lacrymogènes les habitants réfugiés sur le toit. Il n'est jamais arrivé que ces mêmes blindés interviennent en urgence pour arrêter, de retour au port, un bateau qui a dégazé en pleine mer ou un céréalier qui sort du cadre légal pour pratiquer l'épandage de produits phytosanitaires en surdosage et en plein vent, intoxiquant riverains et nappes phréatiques sur des

centaines d'hectares. En général, pour ce type d'infraction, quand les plaintes aboutissent, c'est une armada civile de juristes qui est dépêchée, au pas de sénateur, pour établir une liste de torts et limiter les dommages et intérêts à verser aux victimes.

La zad a connu par deux fois un tout autre sort. Les deux derniers présidents ont opté pour le maintien de l'ordre le plus dur et le plus guerrier qui soit en octobre 2012 et en avril 2018, pour déloger entre 70 et 250 néo-paysans et néo-artisans, araser leur cabanes, fermettes et ateliers, à coups de blindés, de grenades et de pelleteuses – souillant au passage champs et bois de gaz lacrymogènes, notoirement nocifs pour les habitants, les cultures maraîchères, les vaches laitières, les arbres et les espèces protégées de salamandres et de tritons qui cohabitent en intelligence sur cette zone humide.

Mais qu'y a-t-il donc de si dangereux à la zad pour justifier que des lieux civils, en temps de paix, subissent ce déploiement extrême de force – non pas une semaine, mais des mois durant ? De quoi les puissants de ce monde et leur électorat ont-ils si peur ? Qu'est-ce qui se trouve en ligne de mire des blindés et des crocs des pelleteuses ? La zad n'a rien d'un camp paramilitaire d'entraînement pour survivalistes ultraviolents. C'est un lieu de vie, avec des habitats en dur et des cabanes, dispersés sur

1650 hectares. Le tracé des chenilles mécaniques est implacable : ont été éventrés des habitats légers, des hangars, des étables, des ateliers, des champs. Il s'agit bien de rayer de la carte une multitude d'arts de vivre, qui, sur ce territoire circonscrit, revendique le droit à une existence pérenne.

Edifier des cabanes en bois de palette, collecter l'eau de pluie dans des citernes, bâtir des murs en terre-paille aux formes organiques, doter chaque habitat de toilettes sèches, munir de panneaux solaires portatifs les habitats non électrifiés, faire pousser des légumes sur des buttes permacoles, organiser des vaisselles autogérées en trois bacs, laisser des poules évoluer en liberté, cueillir des plantes sauvages, labourer un champ au cheval de trait et un autre, avec un tracteur mis à disposition, préférer les sentiers du bocage aux routes bitumées, s'éclairer à la frontale et marcher la nuit, guidé par le seul halo de la lune, font partie du cortège des pratiques communes à la zad, éminemment visibles pour qui prend le temps d'arpenter à pied ce bout de bocage.

Ce type d'installation à très faible empreinte écologique ne relève pas d'une pastorale fantaisiste, mais d'un combat de tous les jours, pour vivre autrement, loin des autoroutes et des standards de la production et de la consommation : rien de plus

rigoureux que de vivre avec le minimum d'argent en passant au crible d'une interrogation politique l'intégralité de sa vie quotidienne – touchée au premier chef par le capitalisme et l'industrie qui ont trouvé des substituts marchands et chimiques à tous nos besoins élémentaires. Cette résistance au « progrès » et au « confort » moderne, qui se tisse entre cabanes, fermettes en pierre, champs et bois s'inscrit dans une longue lignée : elle puise dans le fonds commun de la débrouille et de la polyactivité paysanne multiséculaire, des communes libres anarchistes du début du siècle, des communautés des années 1970, des écolieux et des alternatives rurales qui prospèrent depuis les années 2000, tapis entre fougères, forêts et villages protecteurs. La singularité de la zad, c'est d'offrir en accès libre une gamme très étendue de formes de vie non marchands et semi-marchands. D'une parcelle à l'autre, d'une saison à l'autre, on passe d'une zone non motorisée à un infokiosque, d'une scierie mobile à un lieu d'auto-media, d'un chantier non mixte à un concert de noise, où voisinent des anticapitalistes, des autonomes, des féministes matérialistes, des écolos, des anarchistes, des alternatifs, des nihilistes, des anti-autoritaires, des schlags, des non-violents, des barricadiers, des clowns, des veganes, des éleveurs, des militants en herbe, des curieux.

C'est cette mosaïque bigarrée, libre d'accès, qui cohabite sur 16 kilomètres carrés d'un seul tenant que les blindés ont dans leur viseur. La zad n'a de fait rien d'un territoire fermé, même quand les forces de police en bloquent les accès : c'est un chantier collectif, en perpétuel mouvement, éminemment ouvert au public. Qui déambule à pied d'est en ouest y découvre des formes rares d'accueil, avec des possibilités de gîte et couverts sans condition, qui brouille les frontières de l'espace public et de l'espace privé. Il est possible de débarquer sans prévenir, de trouver une place dans un sleep in, de poser sa tente quelque part, de rester un jour, une semaine pour un événement particulier, annoncé sur zad.nadir. Il est même possible de n'avoir rien de précis en tête et de flâner. Certains restent finalement plus longtemps que prévu, cheminent de cabane en cabane, évoluent politiquement, s'installent, contribuant au renouvellement des assemblées d'habitant.es, des initiatives potagères et aux échanges d'idées. Que la zad soit un vrai moulin qui draine une population variée de gens du coin, d'étudiants, de routards, de voyageurs, de retraités, d'artistes, de salariés, de chômeurs, d'artisans, d'agriculteurs, de militants, de curieux, venus des quatre coins de la France et du monde, qui, quelle que soit la durée de leur séjour, trouvent toujours

un « truc utile à faire » sur zone, c'est une insupportable réalité pour des édiles en quête de leader et de programme unique, qui ne comprennent guère pourquoi tant de visiteurs viennent mettre la main à la pâte tous azimut.

Que l'on vienne en « touriste » ou pour rejoindre un groupe affinitaire précis, on se retrouve inmanquablement pris dans la noria de la fabrique immédiate d'un autre monde. Aller à la zad, c'est très rapidement mettre les mains dans la terre argileuse, c'est porter un tas de planches sans savoir s'il servira à renforcer une chicane pour faire ralentir les voitures ou une tour ficelée dans les arbres, c'est couper de fines lamelles de chou pour une cantine collective à prix libre, c'est marcher des heures à pied sur des routes et des chemins où piétons et cyclistes se donnent des nouvelles et s'interceptent pour se livrer à des activités imprévues qui dissuadent de regarder sa montre. Cet ancrage sensible dans la trivialité d'une quotidienneté tout à la fois vivrière et inventive, qui s'éprouve pas à pas, c'est un mode de conversion, redoutablement puissant et inclusif. Est-ce donc cet élan que l'État veut contenir à coups de grenades ?

La zad est pourtant un lieu rude, qui n'a rien d'un camp de vacances : qui cherche les aménités du consumérisme urbain et du militantisme en

chambre s'enfuit en courant et ne remet plus les pieds sur cette zone de boue extrême et de froid humide qui vous transit la nuit. Mais pour les visiteurs, atterrés par la lenteur des réformes à horizon 2050 et avides de retrousser leurs manches, ici et maintenant, l'action directe que la zad propose est d'une efficacité désarmante : s'initier à la vie collective en écoconstruisant une cabane qu'on n'habitera pas, planter un verger sans se soucier de savoir si on en mangera les fruits, aider les naturalistes en lutte qui comptent les tritons et rédiger un écriteau d'explication du fonctionnement des toilettes sèches, le tout, sans grands discours, ni dogme unique, peut paraître bien dérisoire pour qui estime que le sérieux politique se mesure à l'aune de réunions décisionnaires, de conquête de fonctions électives ou de manifestations parisiennes. Et pourtant, ce dispositif de politisation du moindre geste est à l'évidence persuasif – suffisamment, en tout cas, pour mobiliser au total plus de cinq mille effectifs policiers en 2012 et 2018 pour éteindre ce bouillonnement nourricier d'idées, de légumes et de gens.

Mais qu'y a-t-il de si dangereusement révolutionnaire dans cette expérimentation à ciel ouvert ? La puissance de la zad n'est pas d'inventer chacun des registres d'action énoncés, que l'on peut trouver

dans d'autres lieux militants, d'autres zones d'expérimentation, mais d'en proposer la combinatoire inédite sur un même territoire. C'est la densité et l'effet loupe qui laisse sans voix : tous les ingrédients sont là, grossis, sortis du bois.

C'est vrai qu'à la zad, il y a des non-professionnels qui bâtissent des habitats avec des matériaux biosourcés, trouvés sur place et bricolent avec des éléments de récup' des cabanes et de hangars qui tiennent debout, en se passant de l'avis d'un architecte, d'un bureau d'études, à l'aide d'une chaîne ininterrompue de bénévoles qui reviennent périodiquement donner un coup de main ; il y a aussi des maraîchers, des éleveurs, des fromagers, des boulangers, des céréaliers, des bûcherons, des charpentiers, des artisans, des habitants, des bibliothécaires, des herboristes, des musiciens qui arrivent aisément à fournir la zone en légumes, en œufs, en produits laitiers, en pain, en bois, en information radiophonique, en livres, en plantes médicinales, en chants et ce, gratuitement, en osant même organiser des partages de savoir-faire sur des domaines aussi variés que le maraîchage, l'écoconstruction, les cosmétiques bio, le rap, l'histoire des luttes ; et il se trouve que l'ensemble des habitants demande à pouvoir gérer collectivement des terres et des services interdépendants. Dans cette revendication

d'une circulation de savoirs et de biens, non professionnalisante, non académique et non propriétaire se joue la transmutation fondamentale de la boue en trésor : s'attaquer frontalement au système des professions qui oppose corps et esprit, travail manuel et travail intellectuel, métiers de femmes, métiers d'homme, labeur reproductif et travail productif, c'est saper les fondements de la distribution symbolique et matérielle des ressources et des statuts. C'est proposer une très sérieuse solution territorialisée à ce qui gangrène l'avenir de notre planète : entassement des êtres humains dans des mégalopoles, alimentation pesticiidée qui fait trois fois le tour du monde, emprise des aménageurs sur un territoire mondialisé, monoculture des terres arables et des esprits, destruction du monde vivant.

Que des touches à tout s'abstraient des normes du BTP, de l'installation agricole en bonne et due forme et puissent fournir la preuve en temps réel et en accès libre de la viabilité de leurs expérimentations depuis dix ans, il y a de quoi en effet affoler les producteurs de parpaing, de plastique, de produits phytosanitaires, de salade en sachet et la cohorte d'investisseurs, de décideurs et d'experts qui ne voient pas d'autre organisation sociale possible que celle d'une division high-tech du travail, avec son arsenal de normes, d'habilitations

légales, sciemment inadaptées à l'espace-temps des actions humaines artisanales et locales. Est-ce donc pour balayer ce précieux savoir vivrier que des gendarmes, harnachés de tonfas et de flashballs, dégainent à bout portant sur les défenseurs de la zad, en visant la tête, le ventre et les mains ?

Détruire des quartiers entiers de la zad, blesser des centaines de personnes, c'est maintenir l'ordre politique sous sa forme la plus primaire, en le matraquant dans la chair. Mais il faudrait une armée entière pour endiguer le flux incontrôlable des anonymes qui ont une zad dans la tête, reconstruisent sur zone et hors zone, causent, et fabriquent des tas de trucs en autonomie. Cette forme de lutte d'une sidérante simplicité, à la portée de tout le monde, peut se répandre comme une traînée de poudre, sans coup férir. La dissolution des frontières entre macropolitique et micropolitique est en marche, n'en déplaise à nos démocraties militaires.

Geneviève Pruvost, sociologue du travail, du genre et des alternatives écologiques rurales, anciennement sociologue de la police, a découvert la zad en décembre 2012 et elle a depuis surtout participé, comme des milliers de visiteurs, à des chantiers de cabanes. Elle a co-organisé l'initiative « Barricades de mots » en novembre 2016 à

## ÉLOGE DES MAUVAISES HERBES

l'EHESS et à la zad, et rédigé deux articles sur la zad (« Critique en acte de la vie quotidienne à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. 2013-2014, *Politix*, 2017, n° 1, p. 35-62; « Chantiers participatifs, collectifs, autogérés en écoconstruction. La politisation du moindre geste », *Sociologie du travail*, 2015, vol. n° 57, n° 1, p. 81-103).

## Comment la ZAD nous apprend à devenir terrestre.

Par Christophe Bonneuil, historien et sociologue.

*Après la manifestation de réoccupation après l'opération César, dont j'étais l'un des 50 000 participants en novembre 2012, un deuxième séjour à la ZAD deux mois plus tard me fait rencontrer les naturalistes en lutte. Historien et sociologue des savoir/pouvoirs de l'environnement au Cnrs, je m'associe alors à eux avec quelques ami.e.s (des collègues chercheurs en sociologie ou écologie, des étudiant.e.s, militant.e.s d'Attac ou de Bretagne Vivante, une habitante de La Wardine...) pour mener une contre-analyse serrée[12] du projet de « compensation » de la biodiversité avancé par les aménageurs. Outre le bidouillage grossier des catégories et des coefficients[13], c'est plus fondamentalement la prétention à remplacer en un point B un tissu de diversité*

*bio-culturelle située en un point A qui me laisse perplexe, comme si les êtres et processus vivants étaient interchangeable et commensurables avec les flux déterritorialisés du capitalisme financier. Ce premier soir de mon deuxième séjour, un concert était organisé dans un champ boueux et les bottes que je portais, empruntées à un ami, étaient trop grandes. À un moment l'une d'elles est restée dans le sol obligeant mon pied à toucher la terre. Depuis, la ZAD n'a cessé de m'apprendre à devenir terrestre...*

Deux traits majeurs caractérisent l'époque que nous vivons : l'accroissement des inégalités et le dérèglement de la planète. Des richesses générées en 2017 dans le monde, 82 % ont profité aux 1 % les plus riches, alors que les 3,7 milliards de personnes qui forment la moitié la plus pauvre de la planète n'en ont rien vu[14]. 9 personnes détiennent plus de richesse que cette moitié la plus pauvre de l'humanité. Et la France suit ce mouvement mondial de contre-révolution des riches, avec une multiplication par 12 en 20 ans de la fortune totale des plus grandes richesses françaises alors que le nombre de personnes pauvres a augmenté de 1,2 million.

L'autre marqueur de notre temps, c'est l'ampleur des dégâts causés au climat (jamais aussi chaud depuis 125.000 ans) et aux fonctionnements

terrestres par ce modèle de développement qui ne profite plus qu'à une minorité. Nous qui croyons simplement vivre une « crise écologique » sommes à présent face à un déraillement géologique : nous avons quitté l'Holocène pour entrer dans un nouvel état de la planète[15]. Ces dérèglements planétaires rendent la Terre moins habitable, mettent annuellement sur les routes des millions de migrants climatiques (l'ONU en prévoit 250 millions par an à l'horizon 2050 sur la tendance actuelle des émissions de gaz à effet de serre). En durcissant la géopolitique mondiale, en fournissant le prétexte au renforcement des réflexes égoïstes, des logiques sécuritaires et des appareils militaires, le dérèglement du système terre menace les perspectives d'un monde pacifique, juste et solidaire. Il ne s'agit donc plus d'un problème « environnemental » sectoriel, mais d'une menace pour la démocratie et pour la valeur de la vie humaine au XXI<sup>e</sup> siècle.

Bref, plus encore que le capitalisme fordiste ou l'industrialisme soviétique d'antan, le modèle de modernisation actuellement imprimé à la terre par la mondialisation financiarisée nous mène dans un mur écologique et un désastre humain. Plutôt que de remettre en question ce modèle, ses oligarques se raidissent : Trump nie le changement climatique, des PDG comme Elon Musk se construisent des îles

réservées ou visent la colonisation de mars, Poutine et la Chine forent l'Arctique et Emmanuel Macron envoie 2 500 militaires expulser la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

Le moment présent est donc celui de la radicalisation d'une guerre des mondes. Subversion – après que le capitalisme industriel et sa technoscience ait entrepris de transformer la Terre en une « deuxième nature » techno-naturelle, ordonnée, quantifiable et lucrative – d'une « troisième nature » qui déjoue le contrôle de la deuxième, surgit et la déborde. Violence d'un climat dérégulé contre des victimes chaque année plus nombreuses. Violence d'une élite qui ne veut plus partager le même monde que la plèbe terrestre. Violence du « développement » ou de l'« aménagement » des territoires qui détruit le vivre ensemble et concourt au détournement géologique de la Terre. Si dans les années 1990 des penseuses et penseurs imaginaient un « contrat naturel » ou une cosmopolitique de la nature pacifiant humains et non-humains, la radicalisation des dérèglements écologiques et climatiques, comme des fractures sociales et géopolitiques, les a aujourd'hui éloigné de ces visées iréniques. D'une part la dimension environnementale et territoriale des fractures et dominations sociales n'est plus escamotable, rendant illusoire la construction

d'une « humanité » unifiée sommée de se réconcilier avec « la nature ». D'autre part, (l'invocation de) la nature divise. Elle-même traversée de tensions gigantesques, la – première ou troisième – nature ne saurait être posée comme une norme du stable ou du « normal », faisant de la science moderne une vérité extérieure au politique. De ce fait, les clivages sociaux et les conflits politiques apparaissent pour ce qu'ils sont (depuis au moins la colonisation occidentale et capitaliste du monde) : des conflits ontologiques[16].

Avec Bruno Latour, on peut considérer que cette guerre des mondes oppose les « *modernisateurs* » et les « peuples des *terrestres* » (ou terriens)[17]. Les *modernisateurs* sont ceux qui, se concevant comme séparés de la « nature », entendent poursuivre le processus de modernisation et de mondialisation. Les *terrestres* sont ceux qui assument une appartenance à la Terre dans la diversité des mondes vécus par ses différents êtres.

Regardons cette opposition depuis Notre-Dame-des-Landes. La résistance a fini par y contraindre les *modernisateurs* à renoncer à la construction d'un nouvel aéroport. Mais ils ne renoncent pas pour autant à la « mise en valeur » de cette zone : ils travaillent en effet aujourd'hui à faire déguerpir les habitants « non productifs » (ceux-là mêmes qui ont

le plus œuvré à protéger la zone d'un aéro-bétonnage), et à réinstaller les gros agriculteurs productivistes soutenus par la Chambre d'Agriculture et la FNSEA, qui après avoir vendu leurs terres pour l'aéroport souhaitent à présent les récupérer pour agrandir et intensifier leur exploitation. Or la singularité du territoire de l'actuelle ZAD, et des gestes qui l'habitent, tient à la suspension des activités à caractère productiviste qui, partout ailleurs, gouvernent notre rapport à la terre[18] : avec le blocage depuis plus de 40 ans des remembrements, laissant ici un bocage qui ailleurs a disparu, puis avec l'arrivée de nouveaux occupants « ZADistes » pratiquant des agricultures plus collectives et écologiques, et avec le travail d'enquête populaire des Naturalistes en lutte qui a fait de la ZAD la biodiversité la mieux documentée de France[19]. 1 500 hectares ont ainsi été soustraits à l'arasement des haies et des talus au comblement des mares, au drainage des zones humides. C'est cette suspension des logiques productivistes (d'un agro-capitalisme appuyé par un État modernisateur), qui a permis à toute une faune et flore de ne pas disparaître, à toute une série d'attentions et d'alliance entre humains et autres qu'humains de se perpétuer ou renaître.

En annulant le projet d'aéroport, le gouvernement et son ministre de l'écologie ont bien pris

soin de n'annoncer aucune mesure de préservation du bocage et de la biodiversité du lieu une fois levé son statut protecteur de « Zone d'Aménagement Différé ». C'est qu'à Notre-Dame-des-Landes comme ailleurs, les *modernisateurs* sont ceux qui croient savoir que la Terre leur appartient et qui entreprennent de la coloniser en une « deuxième nature ». Et les *terrestres* apprennent à être de cette nature qui se défend, cette « troisième nature », celle qui résiste, ignore, subvertit et déjoue les plans de la deuxième nature des *modernisateurs*[20].

La ligne de front n'est donc pas l'ancien clivage nature/société, mais entre différentes compositions du monde. Les *modernisateurs* sont un assemblage d'humains, mais aussi d'objets techniques conçus pour mobiliser/standardiser/approprier/exploiter d'autres êtres, et en troisième lieu d'êtres vivants non humains élaborés selon un script similaire (par exemple des OGM brevetés).

Quant aux *terrestres*, ce ne sont pas seulement les forces et êtres non-humains récalcitrants de la troisième nature, selon le mot de l'anthropologue Anna Tsing [21]. Ce sont aussi d'innombrables collectifs humains et leurs créations low-tech, désertant le mythe moderne de l'arrachement pour expérimenter la relation : collectifs indigènes refusant le « développement », collectifs alternatifs et

décroissants, ou habitants de territoires en résistance.

Ce que j'ai donc appris à la jonction de mes lectures et de la ZAD, c'est que face aux *modernisateurs* qui pressurent toujours plus violemment les êtres et la Terre, les terrestres paraissent acculés à la légitime défense de leurs territoires en lutte devenus zones sacrifiées, colonisées, contaminées. S'ils entendent atterrir, « revenir sur l'idée de progrès, régresser » (Latour) et être de cette (troisième) « nature qui se défend », s'ils entendent fragmenter l'Uni-monde conçu pour l' « intérêt général » des puissants (Escobar), les *terrestres* ne sont pas les défenseurs réactionnaires des terroirs, des patries et des dogmes naturalisants d'antan : les luttes indigènes et afro-descendantes au Sud, comme les alternatives et mouvements anti-productivistes et autonomes au Nord, expérimentent des formes avancées d'émancipation et d'autogestion démocratique[22].

Devenir terrestre exige de laisser sous le sol, dans la lithosphère, l'essentiel des ressources fossiles et minérales pour et par lesquelles on met à sac la planète, de s'émanciper des illusions d'échappatoires extra-terrestres, et même de cesser de penser prioritairement les enjeux écologiques depuis un savoir d'en haut (celui des chiffres, des institutions de

## ÉLOGE DES MAUVAISES HERBES

gouvernement et des satellites). Car entre la lithosphère et la stratosphère, il y a cette fine couche de vie, cette écologie éclairée des attentions et solidarités à tout ce qui fait lien, monde et territoire. À la Zad de Notre-Dame-des-Landes cette fine et fragile trame de vie est si attachante que plus d'un pied s'y est ancré, si féconde que plus d'un rêve s'y est coloré.

Christophe Bonneuil est *historien et sociologue des savoirs/pouvoirs de l'environnement au Cnrs. Il a notamment publié L'événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous* (Points Seuil, 2016), co-écrit avec Jean-Baptiste Fressoz. Il dirige la collection Anthropocène au Seuil et a participé en 2017 à la « Barricade des mots », un collectif d'intellectuel-le-s et d'auteur-e-s constitué pour défendre la ZAD.



# Des mauvaises herbes... qui annoncent les forêts de demain

Par Pablo Servigne,  
chercheur in-terre-dépendant\*

Notre monde s'effondre, c'est un secret de polichinelle.

Quel monde? Des pans entiers du système Terre: des écosystèmes, des espèces de mammifères ou d'insectes, des populations d'êtres vivants non humains, des calottes glaciaires, des courants océaniques, des zones maritimes ou des coraux. Et puis des pans entiers de sociétés humaines: des pays dévastés par les guerres, des populations déplacées par la désertification, des tribus décimées par la modernisation, des destins brisés sur les chemins

---

\* Coauteur (avec Raphaël Stevens) de *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Seuil, 2015, ou (avec Gauthier Chapelle), de *L'Entraide, l'autre loi de la jungle*, Les Liens qui libèrent, 2017.

des migrations, des classes sociales délaissées par la mondialisation, et même des idéologies, des croyances, une confiance en l'avenir, ou encore une certaine idée du progrès. Voilà pour le présent.

Et puis il y a le futur. La certitude que certains de ces effondrements s'amplifieront, que d'autres apparaîtront, et que tout cela peut déboucher sur un enchaînement catastrophique global, dont la durée et l'intensité sont radicalement imprévisibles.

Notre génération est de plus en plus consciente de cela, et elle apprend à vivre avec ces épées de Damoclès : un effondrement systémique global de notre civilisation thermo-industrielle, et peut-être, à terme, de la majorité des espèces vivantes, dont la nôtre. Ce n'est pas encore fait, mais c'est de l'ordre du possible, et nous nous y dirigeons avec *une force tranquille* que rien ne semble arrêter.

### *Quel rapport avec les ZAD ?*

Les personnes qui habitent et défendent le territoire de la ZAD sont engagées sur trois fronts : ralentir la destruction du monde, expérimenter des façons d'habiter la Terre qui soutiennent la vie, et participer aux changements de conscience de la société. C'est un triple mouvement que la

systémicienne étatsunienne Joanna Macy appelle le « Changement de cap » (*the Great Turning*). La ZAD est donc une réaction à l'attaque massive et brutale que subit la Terre. C'est un réflexe d'autodéfense et de survie, face à des effondrements *qui ont déjà eu lieu, et qui ont lieu en ce moment*.

De plus, la ZAD joue avec l'avenir. Elle se l'imagine, le retourne dans tous les sens, le dessine et le construit. « Ruines d'un autre monde », peut-on lire sur une barricade de la ZAD de Roybon ; « Une autre fin du monde est possible », sur une cabane à Notre-Dame-des-Landes. Le récit d'un effondrement *présent et à venir* fait bel et bien partie de la ZAD. Certes, il n'est pas partagé par tous les habitants, et n'est pas toujours le moteur de l'action (le mouvement des ZAD n'est pas réductible à un courant de pensée ni à une idéologie), mais il est présent et donne une couleur à ce qui s'y fait. Un effondrement donne du sens à la ZAD, et inversement, la ZAD donne du sens à un effondrement.

Ce territoire est tantôt considéré par Camille comme un refuge : « Mon interprétation personnelle de la ZAD c'est qu'elle est un radeau formé par la jeunesse qui veut survivre à une époque où la vie en ville, où sont amassés la majorité des humains, ne permet plus à cette jeunesse de se projeter dans une vision de l'avenir <sup>[11]</sup>. »

Pour une autre Camille, c'est aussi un lieu d'invention d'un monde de l'après-pétrole, comme au sein de la « zone non motorisée ». Le plus important, ce sont les pratiques. Les expérimentations permettent de montrer au monde que l'on peut faire autrement, et qu'il est possible d'aborder l'avenir sans baisser les bras. S'entraîner, s'entraider, chercher, se tromper, inventer, construire, et pratiquer l'autonomie de manière plus solidaire qu'individualiste. Il ne s'agit pas d'une revendication, mais d'une manière de vivre une rupture avec une ancienne vie. Ou plutôt de deux manières de le vivre : à la fois de *provoquer* la rupture, et aussi d'en *anticiper* de plus inattendues.

C'est aussi à travers la ZAD que l'on sent que la notion d'effondrement porte en elle une pulsion de vie. Un monde s'effondre et s'ouvre la possibilité que d'autres mondes (au pluriel) émergent. Le succès n'est aucunement garanti, mais c'est une brèche qui s'ouvre dans le béton.

*La mauvaise herbe, braves gens*

Elles dérangent, car elles poussent là on ne les attend pas, aux interstices. Les mauvaises herbes, ça dépasse, c'est sale, ça fait désordre. Le message

du gouvernement a été clair : il faut que ces champs paraissent propres ! Allez, du balai ! Et si ça doit pousser, c'est en rangs, et bien droit !

Les mauvaises herbes paraissent farfelues, taquines et inutiles, elles ne sont pas rentables, elles gênent la bonne marche de la société, elles empêchent le touriste de venir, le passant de passer, les investisseurs d'investir, les exploitations d'exploiter. Elles sont si tenaces qu'elles peuvent parfois décrédibiliser un gouvernement. Pis, elles s'installent sur *son* territoire !

Mais c'est exactement ce dont l'avenir a besoin. Heureusement, elles sont persévérantes, poussent dans tous les sens, sortent en des lieux inattendus, et finissent par créer des résistances. Elles représentent l'entêtement de la vie à persévérer, à se remettre des chocs, à contourner les obstacles, à se jouer des aléas. Avec un seul objectif : tendre vers la forêt. Les mauvaises herbes sont les prémices[F22] d'une forêt. Promesses qui ne sont pas à prendre à la légère, car cet entêtement dure depuis 3,8 milliards d'années.

Elles sont dites « adventices » (ce qui vient de l'étranger, ce qui survient du dehors), ce sont des plantes qui croissent sans permission, sans avoir été semées par un jardinier autorisé. Ce sont des pionnières, des aventurières, des colonisatrices, des

coriaces. En Amazonie, les arbres du genre *Cecropia* sont les premiers à pousser sur des terres défrichées et hostiles, car ils s'entraident en connectant leurs racines et en s'associant à des fourmis qui les protègent. Les adventices adorent les terres inconnues, les terrains nus, car elles ont le champ libre. En s'installant, elles empêchent le sol de s'éroder et l'eau de s'échapper, attirent les insectes et les oiseaux, relancent la dynamique du vivant, régénèrent un sol abîmé afin de pouvoir accueillir les graines des futurs arbustes et arbres de la forêt. Elles symbolisent les chemins de traverse, l'inventivité, l'entraide et la diversité. Bref, tous les ingrédients qui permettent à la vie de traverser le temps long.

Mais les mauvaises herbes, si courageuses soient-elles, ont aussi besoin de tranquillité pour s'épanouir. Il n'est pas interdit de les encourager, de les arroser (mais pas au canon à eau), de les protéger, de les nourrir, et de leur laisser exprimer tout leur potentiel créatif. Sans tuteur.

Imaginez que le gouvernement n'ait jamais réalisé d'opérations militaires sur la ZAD ni sur aucune ZAD. Imaginez qu'il donne toutes les autorisations et qu'il fasse confiance aux décisions des AG. Imaginez maintenant qu'il investisse 400 000 euros par jour (le coût des opérations militaires) pour

démonter l'actuel aéroport de Nantes et le convertir en forêts, bocages et zones humides... Imaginez.

*Voilà où atterrir !*

Notre-Dame-des-Landes est un point clé pour la compréhension de notre époque, c'est le lieu de friction entre l'imaginaire de continuité et l'imaginaire de rupture. En effet, à quoi bon construire des aéroports si bientôt plus aucun avion ne peut voler ?

Bruno Latour se demande « où atterrir ». À Notre-Dame-des-Landes ! Maintenant qu'il n'y a plus d'aéroport prévu, la ZAD devient enfin un lieu d'atterrissage. C'est un territoire où l'on peut espérer se poser, et où l'on pourra, en temps venu, démonter le dernier avion. Peut-être est-ce une simple escale vers autre chose. On ne sait pas. On peut juste annoncer à l'équipage que nous allons amorcer une descente « avec une immense détermination tranquille » (Édouard Philippe).

Ce que nous devons à la ZAD ? Une promesse de forêt, et un plan d'atterrissage. C'est énorme pour qui voit les effondrements.



## Désobéir à la stupidité républicaine

Propos recueillis de Patrick Bouchain.

Il y a un avant et un après ZAD de Notre-Dame-des-Landes dans l'histoire de l'aménagement français. Je ne défends pas les habitants de la ZAD en eux-mêmes mais l'acte qu'ils ont posé. Il appartient à l'histoire de la république. Ils ont dit stop à un équipement inadapté après 50 ans d'indécision. La ZAD est un acte public. Ils ont gagné contre la gangrène métropolitaine des équipements qui n'ont ni queue ni tête. Quand il y a eu la décentralisation, on a permis qu'en régions se développe une vie autonome : les universités, les équipements culturels . Des métropoles en ont profité et, en même temps, ont produit les mêmes défauts que Paris, en créant une périphérie qui a commencé à gangrener la campagne. La ZAD a dit stop à cela dans la périphérie

nantaise et c'est une des raisons pour laquelle je la soutiens. Gagner contre un aéroport, c'est s'attaquer à Goliath.

Lors de son entretien télévisuel marquant la première année de son mandat, Emmanuel Macron a dit, en parlant des zadistes : « Imaginez que quelqu'un vienne habiter dans votre salon ». Mais ils n'habitent pas le salon de quelqu'un ! Ils habitent un territoire qui a été acheté par la collectivité publique pour un projet public ridicule. Aujourd'hui cette propriété est publique et permettrait par bail emphytéotique de la donner à des gens qui ne réclament pas la propriété -ils en réclament l'usage-. Ces jeunes ont inventé une vraie école pratique. Ils se sont associés avec des agriculteurs, alors que tous les mouvements ne relient pas leurs idées utopiques au local. C'est relier le micro avec le macro. Dans la ZAD il y a un début de mise en lien entre les choses.

L'Etat leur dit aujourd'hui qu'il ne veut signer de baux agricoles qu'avec des personnes qui ont été formées comme agriculteurs. Mais est-ce que la formation qu'on donne aujourd'hui dans les lycées agricoles permettrait d'avoir une autre agriculture ? Peut-être faut-il donner ce territoire à des gens qui

expérimentent. On n'arrête pas de se plaindre qu'il n'y a plus de services publics, de commerces dans tous les petits villages, que la grande distribution a tout appauvri. Et là vous avez des gens qui disent qu'ils veulent faire une boulangerie, une brasserie, une bibliothèque. Ils démontrent qu'à une autre échelle, on peut recréer de la vie dans un hameau. C'est magnifique. Ce qu'ils font est innovant. C'est une imagination qu'aucun service public, qu'aucune école ne peut avoir. Ils inventent des choses sur l'architecture, le paysage, l'agriculture, la formation. Les ministres de l'écologie, de l'agriculture, de l'éducation nationale, et de la culture devraient le regarder au lieu de les expulser. L'achat du terrain va coûter 1 % de ce que va toucher en dédommagement la société privée qui aurait dû construire l'aéroport. On aurait pu en faire un 1 % expérimental qu'on aurait pu donner à des gens qui veulent tenter une autre agriculture. Les routes et les forêts sont des copropriétés publiques. On aurait pu imaginer une copropriété agricole sur la ZAD. C'est vraiment une absence de curiosité de la part du gouvernement de ne pas l'avoir envisagé. Ils le paieront cher : contrairement à ce qu'ils disent, ils ne sont pas à l'affût des retournements des comportements et des idées pour vivre autrement. Ils sont à l'affût de l'amélioration des conditions de profit.

On en entend aussi les représentants de l'État dire qu'ils envoient les gendarmes et des engins blindés parce que les zadistes doivent rentrer dans l'ordre républicain. Mais s'il s'agit de faire respecter l'ordre républicain, il faudrait s'occuper d'autre chose avant la ZAD ! Faire le tour de tous les grands centres commerciaux qui ont construit par extension en totale illégalité, par exemple. Ou s'attaquer à tous les permis de construire non conformes des promoteurs. Ça suffit. L'ordre républicain c'est toujours pour s'attaquer aux plus pauvres. Il ne faut pas beaucoup de courage pour s'attaquer à 250 personnes qui occupent pacifiquement un territoire. Si on avait suivi l'ordre républicain au moment du sida, on aurait eu 10 fois plus de morts. Il a fallu agir avant de mettre en place la loi. Et c'est parce que des gens ont agi que la loi a pu apporter des éléments concrets car c'est dans l'action qu'on a découvert ce qu'il fallait faire pour protéger les personnes du sang contaminé : organiser des dépistages.

Dans le cas de la ZAD, ses habitants montrent qu'il pourrait y avoir une autre occupation du territoire français. Gilles Clément démontre qu'il existe un « tiers paysage », produites par la déprise agricole, c'est-à-dire des terres agricoles qui ne le sont

plus car elles ne correspondent pas à l'agriculture intensive. On se plaint de l'absence de cohésion du territoire français car ses terres s'appauvrissent. Et là, sur la ZAD, on a des humains qui reviennent sur un tiers paysage et révèlent qu'une activité peut s'y tenir et rendre la vie en harmonie avec ce paysage. Leur acte n'est pas une désobéissance à l'ordre républicain, mais à la stupidité républicaine.

Cela passe aussi par l'invention de nouvelles formes d'habiter. Il y a un mal vivre dans l'architecture moderne, dans la façon dont la ville est conçue, dans les grandes concentrations urbaines. Sur la ZAD, vivent des personnes qui ne sont pas dans un repli égoïste en dehors du système mais qui veulent mettre le doigt sur la stupidité du système. Ils révèlent qu'on ne peut pas comprendre un territoire si on ne l'habite pas, qu'il faut reprendre pied avec le territoire. On ne peut pas parler d'écologie si elle n'est que technique et environnementale. L'écologie est pratique. C'est une pensée en actes. Habiter pour lutter contre une décision absurde. Et le faire dans une autonomie tout à fait étonnante. Ils produisent de la richesse, mais elle n'est pas commerciale : elle est sociale, culturelle. Et pour eux-mêmes. Leur autonomie, c'est un habitat auto construit, avec moins de matière que dans la

construction classique, avec du réemploi. C'est un habitat rural comme tous les paysans dans toute l'histoire de l'humanité en ont toujours construit. Avec les matériaux sur place. Ce qu'on appelle une architecture vernaculaire. Ils ont démontré qu'on pouvait habiter le territoire sans l'abîmer. Et en l'habitant se créer son propre emploi. Il y a toute la chaîne des activités.

Les logements normés construits par les architectes sont inhabitables. On ne peut pas tous avoir la même chambre, le même lit, le même WC superposé les uns aux autres. On a tous besoin d'expérimenter un habitat : le territoire, un jardin, une forêt, un espace clos. Avec les cabanes de la ZAD, on a l'exemple d'un habitat contextuel par manque de moyens. Il est rudimentaire mais il est aussi préparatoire à ce qu'il faudrait faire désormais. C'est une glorification de la liberté de construire. Certains peuvent dire : ces cabanes sont mal construites, sans autorisation, sans respect des normes. Mais regardons les logements sociaux mal construits alors qu'ils étaient réglementaires : aujourd'hui on les démolit. Les cabanes de la ZAD ne sont pas mal construites. Elles sont construites modestement. Et en réalité, elles sont très bien construites.

## ÉLOGE DES MAUVAISES HERBES

La vie est expérimentale. La démocratie est expérimentale. Et donc l'urbanisme doit être expérimental. Pour faire quelque chose d'exceptionnel, il faut pouvoir commencer par une petite chose. C'est comme le travail artistique : il est expérimental lui aussi. L'artiste ne sait pas exactement ce qu'il va produire mais il sait qu'il va produire. Il faut commencer petit, cette chose peut devenir démonstrative. C'est aussi tout le principe de la recherche : si elle n'était pas expérimentale, on n'avancerait pas. Ce qu'il se passe sur la ZAD ne se situe pas à la marge. C'est le droit commun.



## La ZAD : une manufacture du réel.

Par Nathalie Quintane

Je raconte souvent ce qui m'est arrivé il y a quinze ans dans une île espagnole, et que j'appelle faute de mieux un flash fasciste : au terme d'un tour touristique de l'île, on nous conduit vers la maison familiale du plus grand poète local. Nous faisons la queue devant la porte d'entrée et une dame (sa nièce ? sa fille ? sa petite-fille ?) nous fait signe de serrer le rang d'un geste bref. Nous entrons dans un couloir sombre, une pièce sombre, avec des meubles en bois foncé et aussitôt je sens que quelque chose monte, quelque chose que j'ai déjà vu mais non vécu. L'oeil de la dame est sur nous, qui veille à ce que personne ne quitte la file, alors je regarde mieux, je tente d'entrer à distance par la vue dans une sorte de salon ouvert plus loin à notre

droite. Et puis, je jette un oeil sur la dame et sort doucement de la file. Sur un guéridon, posée sur un napperon en dentelle, la photo d'un vieux pape. C'est là que ce que j'ai vu et non vécu se change en ce que je suis en train de vivre : pendant quelques secondes, je suis sous Franco, dans l'Espagne franquiste, et ce n'est pas un moment de panique, pas même d'angoisse sourde. Durant ces quelques secondes, tout ce à quoi je pense est de ne pas attirer l'attention de la dame, de réintégrer le plus rapidement possible le rang sans me faire remarquer, de retenir ma respiration jusqu'à ce que ce soit fait. Et la peur, à ce moment-là, de ne plus jamais en sortir. La visite est finie et je quitte la maison sans soulagement. Qu'est-ce que j'ai vu ? Plus tard, je me souviendrai d'un film de Carlos Saura – de là venait cette impression de déjà-vu. Qu'ai-je vécu ? La torpeur fasciste. Un moment de paralysie. Une restriction, ou un resserrement, de tout ce qui est vivant en moi.

Cette expérience sensible d'un régime de vie autre, qui interrompt la manière d'être habituelle avant que celle-ci ne vienne comme naturellement se remettre en place, je ne l'ai vécue en cinquante-quatre ANS que quatre fois : deux fois pour de faux, comme en rêve, lors de flashs fascistes

(un au Maroc, et un sur cette île, donc) ; deux fois pour de vrai, la première quand je suis allée place de la République au tout début de Nuit debout, la deuxième sur la ZAD, quelques mois plus tard. Je suppose que le même nous suce, et c'est agréable, ou plutôt, depuis Répu et la ZAD, je sais que notre même, l'identique à elle-même, vie républicaine encore confortable et toujours menacée, nous suce ou nous suçote.

À Répu, ç'a été brutal : la poussée, l'exigence et l'excitation d'un autre enfin là, à portée de main, à le toucher : aujourd'hui, ici, on parle autrement, on fait autrement. Sur la ZAD, dès que nous avons pris la route légendaire des chicanes, cette ouverture a perdu sa brutalité, et même sa soudaineté ; peut-être était-ce dû au beau temps, au soleil, à la voiture avançant lentement : l'autre devenait doux, et pendant ces quelques heures, j'ai eu l'impression de revenir au réel, de traverser un réel où les choses devenaient précises et ne nous suçaient pas. La ZAD était une manufacture du réel.

C'est-à-dire qu'il m'a fallu, d'abord, pour comprendre que la ZAD était cette manufacture, mettre de côté la légende : qu'on le veuille ou non, qu'on aime la ZAD sans y être jamais allé ou qu'on n'y

voie qu'un nid à Tchouls, comme on dit dans mon coin (les Tchouls, c'est les hippies, les punks à chien, bref, les gens qui se lavent pas les pieds), la ZAD est désormais un lieu légendaire, historique et légendaire, dont le nom s'ajoute à la liste longue des révoltes françaises, des croquants aux longues grèves de notre début de siècle en passant par les émeutes et les barricades du XIX<sup>e</sup> siècle, Plogoff ou le Larzac, bien sûr, sans compter toutes les communes et vies libres si peu documentées. Je ne mélange pas tout, je veux juste dire qu'il y a continuité, avec des intensités variables, et qu'on pourrait arrêter de noter ces intensités de 0 à 20 en fonction des résultats escomptés ou avérés.

Evidemment, les 2 500 gardes mobiles, chiens, drones, hélicoptères etc dépêchés pour expulser et détruire participent à la tenue de la légende : l'État reconnaît lui-même, et à quelle hauteur, le caractère historique de la ZAD, la nécessité de l'éradiquer et qu'il n'en reste rien. Le rien, le néant, est l'une des obsessions lourdes du temps : ou vous êtes « important », ou vous n'êtes rien, comme dirait Macron. Il n'y a pas d'entre deux. Si la ZAD n'est pas rien, c'est qu'elle est importante. Or la ZAD ne doit avoir aucune importance, donc il faut qu'elle ne soit rien. Dont acte.

Trop tard. La menace constante des expulsions, qui ne date pas d'avril 2018, puisque c'était l'un des principaux sujets de conversation quand j'y suis passée en 2016, la crainte de tout voir détruit par lubie préfectorale ou lobby extra-gouvernemental, a produit comme par anticipation et compensation une masse de documents, films, textes, paroles, de l'intérieur de la zone (le rap ou les magnifiques et hilarantes voix de radio Klaxon) et de l'extérieur, déchaînement imaginaire et symbolique de tous bords, analyses, réflexions, poèmes : la ZAD sera sans doute l'un des îlots de vie alternative les plus scrutés, les plus commentés, les plus enregistrés.

Alors, pour accéder à la ZAD, c'est-à-dire à ce qu'elle réserve de réel (qui est très exactement au moins depuis Rimbaud ce qu'on appelle poésie), sans doute faut-il mettre de côté la légende. Par exemple, ne pas penser que la ZAD commence à la ZAD, aux 1 600 hectares de bande de terres allongée et renflée délimitée sur le papier par des routes. Bien avant l'entrée par les chicanes, longeant en voiture les terres résidentielles et rangées nichées dans de la verdure, je me suis dit que là était la ZAD, là aussi, bien que les résidents ne le sachent pas. D'abord parce que l'aéroport aurait sabré tout ce

qui de verdure et d'espace se loge entre Nantes et Notre-Dame des Landes : l'occasion est trop bonne, pour le commerce et le commerce. Ensuite parce que la longue progression en voiture vers la ZAD, dans l'attente d'y pénétrer enfin (on arrive? c'est quand qu'on arrive? comme disent les enfants), me forçait à l'attention, et cette sensibilité plus aigüe venue par la nécessité de ne rien rater pour mieux comprendre indexait tout ce qui se voyait et se sentait; ces bâtisses flambant neuf toutes pareilles dans leur grand jardin tondu qu'autrement je n'aurais pas regardées, là, je les découvrais, je poussais des oh! et des ah! en interne à l'idée de la grosse quantité de pognon qu'elles représentaient, à l'idée du contraste qu'elles préparaient, à l'idée de ce qu'elles disaient d'un rêve, car leur succession à rythme égal, leur quasi identité architecturale, leur géométrie impeccable et le vert de pelouses vert-pelouse vous plongeait dans un climat spécial, onirique, d'un lyrisme flottant, traditionnel mais moderne, de cette modernité qu'on voudrait éternelle, ie. sans issue.

À partir des chicanes, j'ai quitté l'éternité et le rêve pour entrer moins dans leur contraire que dans un temps feuilleté et qui pesait son poids – l'épaisseur du réel. Plus de coupure brutale avec le passé,

plus d'écran posé entre les passés (comme autant de manières de vivre) et le présent. On roulait lentement, on a croisé une camionnette, des jeunes assis à l'arrière, sur la plate-forme, leurs jambes se balançant dans le vide, nous ont salué ; c'était quelque chose que je n'avais plus vu depuis quarante ans, sinon dans des films. On s'est arrêté au dôme, une construction ocre et ronde, une salle de concert et un jeu de mots (refaire un dôme/référendum, allusion au « référendum » local de juin 2016), un de ces jeux de mots qui signalent que l'inventivité est tout ensemble réelle (la singularité de l'architecture et des matériaux) et symbolique – ou l'humour comme arme défensive et poétique. Je suis allée toucher les murs du dôme, ils étaient frais et granuleux.

Avant-hier, j'étais à Saint-Etienne. Un ami m'a montré les jardins ouvriers, sur les collines, près des HLM : des cabanes toutes différentes, aux hublots étranges, en planches, en tôle, en bois de toutes les couleurs, aux portes placées de-ci de-là, comme autant d'histoires : de quoi regarder pendant des heures, avec le sentiment qu'on ne pourra jamais faire le tour de tous ces détails ni en clore la liste. Plus loin, d'autres parcelles se succédaient, avec des abris de jardin Jardiland et la même poubelle verte devant au même endroit : ce sont les nouvelles parcelles normées, m'a dit mon ami. On a balayé ça du

regard et on est reparti. Qui va sauver nos regards de la pauvreté? Qui va nous donner des choses à regarder, des choses intéressantes qui ne soient pas seulement signées Franck Gehry? On est arrivés au taslu, la bibliothèque. Je m'arrêtais à chaque bouquin, oh ils ont ça! et ça! Vous avez ça, c'est incroyable, ça fait longtemps que je voulais le lire! Voilà sans doute une raison supplémentaire de haïr la ZAD pour ceux qui la haïssent: des tchouls, des architectes, des paysans, des pauvres et des intellectuels – et ce sont les mêmes... Et puis on a eu faim et on est allés aux Q de plomb manger, dehors au bon soleil, pâtés et boudins.

Fallait que je reparte. On est montés dans la voiture, mais on n'a pas pu passer: des enfants de quatre ans finissaient de construire une barricade avec tout ce qui leur tombait sous la main en rigolant.

## Place aux vieux!

*Ou : Des vieux vénères*

Par Wilfrid Lupano, scénariste de BD,  
auteur des «Vieux Fourneaux»

Je suis allé pour la première fois à la ZAD de Notre Dame des Landes en janvier 2018 à l'invitation du Taslu, l'improbable bibliothèque associative installée au cœur de la zone, à la ferme de la Rolandière. Le hasard du calendrier politique a fait que j'en suis reparti la veille de l'annonce officielle de l'abandon du projet d'aéroport par Edouard Philippe. Ma bonne étoile étant décroissante, elle fait en général le minimum syndical pour me maintenir en vie, jamais plus.

Parmi celles et ceux qui font vivre le Taslu, certains plus bédéphiles que les autres, avaient repéré que le tome 4 des Vieux Fourneaux parlait d'une ZAD. C'était une ZAD de mon invention, je l'avais située dans le Tarn, mais elle avait pas mal de points

communs avec la leur. Suffisamment en tout cas pour que les zadistes se sentent respectés dans le portrait, et qu'ils constatent que je connaissais un peu le sujet.

Et effectivement, j'étais un «sympathisant passif» depuis un paquet de temps, informé à distance, attentif sur les réseaux d'info, mais avec une connaissance toute théorique, car je n'avais pas fait l'effort de me rendre sur place. Les Vieux Fourneaux racontant les aventures d'une bande de vieux potes agitateurs notoires, les zadistes eurent envie de me montrer les leurs, de vieux vénères, afin que je puisse constater qu'ils n'étaient pas mal non plus, niveau foutage de «zbeul», niveau punchline et niveau trogne. Quand on donne à un scénariste l'occasion d'aller voir à quel point la vérité marave la fiction comme Balboa boxe la viande, il ne se le fait pas dire deux fois. Armé d'un fromage des Pyrénées de taille conséquente (n'arrivons pas en terre inconnue les mains vides), je fis un saut là-bas, histoire de voir si leur ramage se rapportait à leur plumage, et s'ils étaient bien les phoenix des hôtes de ces parcelles controversées.

Je ne fus pas déçu. Pour ma venue, une soirée de discussion était organisée à la bibliothèque, qui était bondée. Public varié, tous les âges tous les sexes. Il y avait notamment dans la place le groupe

de discussion « *vivre à tous les âges à la zad* », qui rassemble une quinzaine de membres, de vingt-cinq à quatre-vingt ans, et qui réfléchit sur les modalités de la vie solidaire entre les générations, sur un territoire où par principe, on a tous décidé de prendre soin les uns des autres, en autogestion, sans attendre rien des services de l'État. Ce n'est pas rien, un tel groupe de discussion. Surtout lorsqu'on sait qu'il se tient depuis bien avant l'annonce de l'abandon du projet de l'aéroport. À Notre-Dame-des-Landes, par définition, on n'a jamais attendu l'autorisation officielle pour envisager l'avenir en commun. Ça signifie notamment qu'on envisage le moment où il faudra prendre en charge les plus vieux lorsqu'ils ne pourront plus se débrouiller par eux-mêmes.

Cette soirée est l'occasion pour moi de rencontrer quelques figures locales de la lutte. Paul, Geneviève, Berthe, Alphonse, Marcel, Sylvie, Alexandre et les autres... Autant de zadistes à cheveux blancs qui ferrailent aux côtés des plus jeunes depuis plusieurs années. Agriculteurs « historiques » pour la plupart, ils sont à l'origine de l'appel à occupation qui a fait passer la population de la zone de quelques dizaines à plusieurs centaines de « zaditants ». La question du vivre ensemble entre les générations est centrale

à la ZAD, parce que sur place, toutes les tranches d'âge sont représentées.

La lutte contre le projet de l'aéroport ayant près de cinquante ans, certaines têtes chenuées que l'on croise aujourd'hui dans les AG avaient une trentaine d'années quand les ennuis ont commencé. Toute une vie de lutte. Les occupations, les recours, les manifs, les flics, ils connaissent. Ce n'est pas à eux qu'on va apprendre comment on résiste, pourrait-on penser. Mais à les rencontrer, on est vite détrompé. Ils ont beau avoir déroulé du câble, ils sont avides et curieux des nouvelles méthodes de lutte portées par les plus jeunes. Parce que le monde change. Parce que l'ennemi, sur place, est polymorphe et se réinvente en permanence. Parce que trente ans de lutte les ont changé, eux aussi. Ils ont l'expérience des luttes passées, connaissent le terrain, peuvent aider les jeunes qui se lancent dans l'activité agricole à réussir leur projet. Au travers de collectifs comme COPAINS, ils ont mis à disposition du commun leurs savoirs, leur matériel. D'un autre côté, ils ignorent souvent tout des luttes médiatiques qui se tiennent sur les réseaux, de la façon dont se mène ce combat-là, essentiel aujourd'hui pour fédérer les soutiens partout en France et dans le monde.

Chacun apprend de l'autre. Pourtant, tout n'est pas rose, dans les rapports entre les générations, à la ZAD comme partout ailleurs. Pour beaucoup de militants anti-système venus se joindre à la lutte, les paysans historiques de la zone incarnent l'ancien monde, une agriculture dépassée, violente, toxique pour l'homme et l'environnement, maintenue artificiellement en vie par l'acharnement thérapeutique des subventions agricoles. Pour un « primitiviste » décroissant vivant volontairement sans argent et sans confort moderne dans les cabanes (récemment détruites) à l'est de la ZAD, et souvent végétarien, un agriculteur traditionnel est un nuisible impossible à défendre. Il n'échangerait pas un baril de tritons crêté contre deux barils de vaches pucées. Les invectives ne sont pas rares. C'est la règle du jeu dans les territoires qui inventent, qui questionnent les fondements de la société traditionnelle. Il y a de la passion, de l'engagement, comme on dit au rugby après une bonne partie de manivelle.

Pourtant, ce serait une erreur de caricaturer ces dissensions en en faisant un banal conflit de générations. À la ZAD il y a d'importantes divergences politiques, des points de vue différents sur ce qu'on devrait faire d'un tel territoire et la façon de l'habiter, mais on trouve des jeunes et des vieux à peu près équitablement répartis dans toutes les mouvances.

Lors de mon dernier séjour sur place, fin avril 2018, j'ai rencontré Paul Blineau, 85 ans, l'un des plus vieux paysans en lutte sur la ZAD. À ma grande surprise, il m'a donné rendez-vous dans une ferme occupée par une majorité de jeunes qui vivaient « à l'est », dans les cabanes, avant que celles-ci ne soient détruites par l'État, début avril. Ce qui devait être un tête-à-tête est devenu, à son initiative, un débat à quinze ou vingt personnes. Tous avaient moins de trente ans, à l'exception de deux quinquagénaires. Tenues camouflages, tatouages, chiens, lunettes de ski anti-lacrymo autour du cou, car les flics ne sont jamais loin. Certains n'étaient là que depuis deux jours. Des décroissants, des barricadiers remontés comme des pendules contre les « légalistes », ces zadistes qui ont des projets agricoles et qui essayent, à leurs yeux, de tirer leur épingle du jeu en les abandonnant, eux qui ne produisent « rien d'autre que de l'émotion », comme me dit l'un des leurs.

Au milieu de cet aréopage d'hommes et de femmes des bois, de shlags et de punks à chien, Paul Blineau, avec son pull tricoté main en grosse laine, son anorak et son bonnet enfoncé sur ses cheveux blancs, fait figure de pièce rapportée. Mais il tenait à ce que je ne passe pas à côté des « sans-projets productifs », qui revendiquent aussi le droit d'avoir un avenir sur la ZAD, qu'ils ont contribué à défendre.

Paul les soutient, lui. Ardemment. Il soutient « l'est », son mode de vie, ce qu'il représente, au-delà des perspectives agricoles du territoire. Même si c'est très éloigné de la vie qu'il a menée. Il ne demande qu'à apprendre et parle volontiers de « notre avenir commun », à la lueur de ses 85 bougies. Parce que pour lui, rien n'a de sens ici sans l'unité. Il faut parvenir coûte que coûte à s'écouter, à se comprendre. Si la lutte se fracture, alors l'État a gagné. Et lors de cette rencontre avec « ceux de l'est », il est le premier à les contredire, à tenter d'apaiser leurs coups de sang, à refuser leurs anathèmes, leurs raccourcis, quand il y en a. « On n'est pas obligés d'être d'accord sur tout, mais il faut rester soudés », répète-t-il inlassablement.

Il est là, l'enjeu. Cette unité, elle était plus manifeste avant l'agression policière, il faut bien le reconnaître. Les destructions de cabanes et leur cortège de blessés ont sacrément secoué la zone. Comme tous les corps meurtris, celui de la ZAD réagit par une inflammation. L'usage simultané de la matraque et du formulaire de normalisation fait tourner les têtes, dans un territoire habitué à vivre sans police, sans administration, sans normes et sans délais. En fracturant les crânes et les charpentes, l'opération militaire fracture aussi efficacement l'union des forces anti-aéroport. En revanche, reconnaissons

à la police un souci d'équité trans-générationnelle dans les distributions de torgnoles et de gaz incapacitants. Le 23 avril, Alexandre Morisseau, 85 ans, se faisait gazer à bout portant et marcher dessus par un bataillon de CRS, sans aucun motif. Plus tard, la gendarmerie refusera de prendre sa plainte. Ce n'est hélas pas un cas unique.

Mais dans son urgence à détruire ce qu'il n'a pas pris le temps d'essayer de comprendre, le gouvernement de Macron est en train de commettre une belle boulette. Car à l'heure de la désertification des campagnes et de la crise du monde paysan, il serait bon de commencer par se poser la question suivante: où existe-t-il, en France, ailleurs qu'à la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes, un territoire rural qui attire autant de jeunes gens, garçons ou filles, désireux d'y construire une vie remplie de sens, croissante ou décroissante, soucieuse de préserver l'environnement et les ressources, en tout cas une vie choisie, en bonne intelligence avec les générations précédentes de résidents? Un tel lieu peut-il vraiment être une menace? Des enfants y naissent; déjà six ou sept à ce jour. Une crèche associative a été mise en place. La question de l'école se posera bientôt pour les plus grands. La question est déjà débattue, comme celle de la prise en charge des plus âgés.

ÉLOGE DES MAUVAISES HERBES

À Notre-Dame-Des-Landes, on « make la campagne great again ». C'est un problème?

Bio à venir

## ZAD de Notre Dame des Landes : la crise d'une utopie blanche ?

Par Amandine Gay

« En 2018, face à ce dérèglement climatique qu'on est en train de se prendre en plein dans la figure, sérieusement, le gouvernement français n'a pas autre chose à faire que d'aller déloger 200 personnes sur un territoire dans lequel s'expérimentent aujourd'hui des projets qui sont précisément peut-être un des seuls futurs viables et humains possibles ? »

Le 11 avril 2018, en écoutant l'intervention d'Émilie Hache dans le live de Mediapart, je me trouvais dans l'état dans lequel me plongent toutes mes rencontres avec les luttes écologistes en France métropolitaine. Une partie de moi se retrouve complètement dans le discours – en particulier sur la

nécessité d'appréhender ces enjeux sur le plan politique et dans une perspective de long terme. Mais une autre partie de moi finit toujours par triompher ; j'ai donc arrêté de regarder/écouter, en me disant : « C'est bien le problème. Votre vision d'un futur viable n'est pas humaniste ; elle n'est pas tournée vers l'ensemble de l'humanité. Quand vous essayez de concrétiser une utopie, il se trouve que c'est une utopie blanche. Il vous est impossible de comprendre que la ZAD, victime de la violence de l'État, est en même temps l'expression d'une autre violence, diffuse et ancestrale : celle qui consiste à oblitérer les non-Blanc.he.s de votre imaginaire et de vos luttes ».

Bon, je ne me parle pas dans un langage aussi articulé à moi-même, je me suis plutôt dit : « Y'a bien que des Blanc.he.s pour pas adresser la question du futur monochrome qui se dessinait à la ZAD ». Et puis j'ai repensé à mon passage à la ZAD en janvier 2017, pour présenter Ouvrir La Voix. C'était à La Rolandière et déjà ce même malaise m'avait amené à accepter du bout des lèvres de venir discuter dans un espace que je savais majoritairement blanc. Je le savais pour avoir fréquenté les milieux de la Décroissance, quand j'étudiais à Lyon en 2002-2005. J'étais déjà sensible à l'écologie d'un point de vue politique, et pourtant les

personnes que je fréquentais à cette époque avaient presque réussi à m'en éloigner. Il y avait celles qui me jugeaient car j'avais une voiture (ben oui, je n'ai eu les moyens de me mettre en colocation à Lyon qu'en deuxième année, et mes parents vivaient à deux heures de bus de Sciences-Po ) ; celles qui, une fois que j'avais enfin réussi à obtenir les APL, m'expliquaient avec paternalisme que je devais manger bio et celles qui étaient bien plus passionnées par le retour à la terre que par la répartition égalitaire des tâches ménagères. J'ai fini par renoncer à tenter moi aussi la simplicité volontaire et j'ai remisé pendant plusieurs années l'écologie sur mon étagère « lutte de fils à papa blancs qui aiment s'encanailler en sachant qu'ils ont un filet de sécurité pour le jour où ils voudront quitter leur commune de néo-hippies ».

J'arrivai donc à la Rolandière assez peu motivée, mais j'ai une règle : je m'efforce toujours de ne pas faire de procès d'intention. Même si je peux critiquer le manque d'intérêt, au sein des milieux écolos, pour l'articulation des enjeux de race, classe, genre, je considère que lorsqu'un groupe donné m'invite, sa démarche est sincère et je dois donc y aller et présenter le film. Par contre, il est évident que je fais toujours en sorte que la question raciale soit adressée frontalement. Dans ce genre

de situation je m'arrange donc pour activer mon réseau et rameuter tou.te.s les Noir.e.s à la ronde. Si je savais que des groupes de migrant.e.s de Calais résidaient à la ZAD, je savais aussi que les milieux alternatifs racisés de Nantes ou Rennes, pourtant proches, fréquentaient peu – voire pas du tout – ce lieu. Sans surprise, en dehors d'un habitant noir de la ZAD, je connaissais de près ou de loin toutes les autres personnes non-Blanches présentes à la projection. Et toutes ces personnes, comme moi, visitaient le lieu pour la première fois. Il y a pourtant d'autres villes à proximité comme Orvault ou Laval, dans lesquelles je suis certaine qu'il est possible de rencontrer des personnes non-Blanches; des villes où il existe des centres sociaux, des associations, des groupes de mères; où vivent sans doute des enfants racisés et/ou de milieux populaires à qui il plairait de venir jouer dans des grands prés, apprendre des rudiments d'agriculture, bref, découvrir qu'un autre monde est effectivement possible. Si ces relations avaient été nouées dans les 9 ans d'existence de la ZAD, je n'aurai pas eu à battre tambour pour m'assurer de la présence d'une dizaine de personnes non-Blanches.

Et c'est donc sur ce sujet que j'orientai la discussion post-film, en expliquant que tant que les zadistes ne prendraient pas en compte leur

privilège blanc, aucune « convergence des luttes » (bien que je déteste cette expression, mais ce n'est pas le sujet de ce texte) ne serait envisageable. J'expliquai alors qu'on riait souvent avec des potes en disant que si 200 à 300 noirs ou arabes s'amusaient à occuper un terrain en fumant des joints pour empêcher la construction d'un aéroport, on leur enverrait l'armée dès le premier jour. C'est un rire sarcastique, mais ça résume assez bien la fracture qui s'est opérée dans les milieux militants. En 9 ans d'occupation illégale, la ZAD de Notre-Dame-des-Landes a certes été à quelques reprises frappée par la violence de l'État ; pourtant, cette même violence de nombreuses banlieues françaises la subissent depuis plusieurs décennies et à intervalles réguliers, sans occupation illégale du territoire. Je sais que je suis loin d'être la seule à considérer qu'il aura fallu la mort de Rémi Fraise pour voir les militant.e.s anticapitalistes, écolos et alternatifs blanc.he.s se mobiliser massivement contre les violences policières. Et je ne peux donc que constater que lorsqu'on me demande de signer un texte en soutien à la ZAD un débat commence dans ma tête : « Mais est-ce qu'on les a entendu s'indigner à propos du chlordécone ? Est-ce que ça les intéresse même ? Comment peut-on être si proche de Nantes et ne pas se sentir solidaires avec les luttes

des agriculteurs guadeloupéens et martiniquais? Et pour le harcèlement policier et militaire de la famille Traoré à Beaumont-sur-Oise, est-ce que les zadistes ont apporté leur soutien? Et la confiscation des terres des autochtones en Guyane, délaissés par le gouvernement français, est-ce que ça vous émeut aussi? Est-ce que vous avez même conscience du fait que la survie de la ZAD pendant 9 ans est l'expression même de votre privilège blanc?»

Par exemple, contrairement aux zadistes, quand les autochtones de Guyane se font violemment et illégalement exproprier de leur terre, c'est l'accès à leur subsistance quotidienne qui est menacé, voire leurs vies. Ces communautés sont composées de personnes qui luttent depuis plusieurs siècles contre l'État colonial, dans des zones reculées et sans le moindre relai médiatique. Les zadistes ont eu 9 ans pour tisser des liens avec les agriculteurs de la Caraïbe ou avec les Amérindiens de Guyane, pour proposer de repenser l'internationalisme, pour s'inscrire dans une perspective écologiste et décoloniale. Alors, je ne peux m'empêcher de me dire que c'est seulement quand la violence de l'État s'abat sur le territoire métropolitain, ou plus exactement dans leur jardin, que les milieux écologistes, alternatifs ou anticapitalistes appellent de leurs vœux la fameuse «convergence des luttes». Lors de ma

venue à la Rolandière début 2017, suite à une tirade similaire de ma part, une habitante me répondit que plusieurs migrant.e.s séjournèrent pourtant sur la ZAD. Je lui fis alors remarquer que si la solidarité avec les migrant.e.s de Calais – qui ne sont pas en position de revendiquer quoi que ce soit au vu de leur situation de fragilité et précarité extrêmes – est sans doute une démarche admirable, cela ne règle pas l’incapacité des collectifs de néo-ruraux, travailleurs de la terre alternatifs, etc. à développer des relations avec les Amérindien.ne.s ; les Noir.e.s, les Arabes ou les Asiatiques de France, à commencer par celles et ceux des communes avoisinantes.

Si ce texte peut sembler violent aux habitant.e.s de la ZAD, aux personnes qui côtoient les zadistes, et à toutes celles et ceux qui se sentent solidaires de leur lutte, sachez que mon objectif n’est pas de minimiser la gravité de ce qui vous arrive. Je n’ai jamais vu ma maison être détruite, et je ne peux donc qu’imaginer l’horreur de vos dernières semaines. Je suis, moi aussi, solidaire de votre lutte et je partage votre désir de repenser en profondeur la place de l’humain dans la nature. Mais vous devez comprendre que la violence perçue à la lecture de ce texte n’est qu’un miroir de celle que vous, les mouvements écologistes, anticapitalistes et alternatifs en général, nous infligez, sans vous en rendre

compte, en ne faisant pas – ou très peu – de place aux enjeux raciaux et aux personnes racisées dans votre imaginaire et dans votre pratique militante. Quand j'interviens dans des milieux alternatifs très blancs, je fais généralement remarquer qu'une personne blanche avec des dreadlocks et un trou de trois ans dans son CV – car elle revient d'une expérience de vie en milieu rural – pourra toujours se faire une place dans la société au moment où elle le souhaite, il lui suffira de se couper les cheveux. Mais quand on a du mal à trouver un job avec son bac + 12, son beau petit costume et ses cheveux défrisés, uniquement parce qu'on s'appelle Aminata, on réfléchit deux fois avant d'aller rejoindre une utopie qui n'a pas été pensée pour nous – et avec nous.

L'utopie écologiste, telle qu'elle continue à être pensée et mise en œuvre en France, n'inclut toujours pas les gens comme moi. Il est urgent de sortir de cette attitude qu'Aimé Césaire appelait, en 1956, le « fraternalisme », et qui pollue encore les milieux alternatifs et la gauche française. Votre rapport aux non-Blanc.he.s et à nos luttes doit changer, si vous souhaitez réellement contribuer à repenser l'avenir de l'humanité tout entière. Mon intention, avec ce texte, n'est pas de vous frapper quand vous êtes à terre, mais de partager avec vous mon conflit intérieur et vous tendre la main avec sincérité, solidarité

et amour. Tant pis si toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire, ou si ce n'est pas le moment pour les dire. C'est peut-être, paradoxalement, le meilleur moment pour les dire. Je persiste à croire que pour que les choses changent, il faut « s'engager radicalement dans la lutte politique, (c'est) accepter de plein gré la responsabilité d'utiliser le conflit de manière constructive, c'est-à-dire nous préparer à nous servir du conflit pour mieux nous comprendre mutuellement et pour définir les paramètres de notre solidarité politique. ».

Force et courage,

Cinéaste, universitaire et afroféministe, Amandine Gay a réalisé le documentaire Ouvrir La Voix où des femmes noires françaises et belges racontent le racisme subi au quotidien dans une société qui ignore leur existence.

Elle vit entre la France et le Canada où elle vient de terminer un mémoire de maîtrise en sociologie sur la mobilisation politique des adoptés transnationaux et transraciaux en France et au Québec. Elle développe actuellement son prochain documentaire, un film d'archives sur l'adoption internationale.



Damasio

**Reserver 10 pages**

## ÉLOGE DES MAUVAISES HERBES

# Remerciements



# Chronologie

## ÉLOGE DES MAUVAISES HERBES

## Notes

[1] Texte traduit par Alice Leroy.

[2] Industrial Workers of the World, syndicat international et autogestionnaire de défense de la classe ouvrière, fondé aux États-Unis en 1905.

[3] Il en existe déjà, passionnants à lire: Mauvaise TroupeXXX, Pass clandestin ??, BureXX, VidalouXXX.

[4] À lire notamment sur le site ZAD.nadir, dans de nombreuses brochures, sur lundi.am, dans les chansons du Zad Social Rap (XXX).

[5] Voir par exemple le site de la Barricade des mots: XXXX.

[6] J'emprunte cette formulation à l'habitant d'une cabane de la ZAD.

[7] Traduction par Alice Leroy.

[8] Traduction par Morgane Iserte.

[9] Lippmann, Walter, *Le Public fantôme* (traduction par Laurence Decréau), Paris, Demopolis, 2008.

[10] Les « puritains » sont les protestants radicaux qui ont mené la Révolution anglaise au nom d'une conception radicale tant de la liberté que de l'égalité.

[11] Voir le travail de Steve Fierens, *L'Impact des théories de l'effondrement sur le mouvement des ZAD. Étude de cas chez les zadistes de Roybon et de Notre-Dame-des-Landes*, mémoire de master, Université libre de Bruxelles, 111p., 2018, page 56.

[12] On trouvera ce travail sur: [https://france.attac.org/IMG/pdf/note\\_biodiversite\\_a\\_ndl\\_imposition.indd\\_v2.pdf](https://france.attac.org/IMG/pdf/note_biodiversite_a_ndl_imposition.indd_v2.pdf)

[13] Bidouillages dénoncés peu après par un Comité d'experts mandatés par le gouvernement: <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/134000222.pdf>

[14] Rapport Oxfam, janv. 2018.

[15] C. Bonneuil et J-B. Fressoz, *L'événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous* (Points Seuil, 2016)

[16] Arturo Escobar. *Sentir-Penser avec la terre. L'écologie au-delà de l'Occident* (Seuil, 2018).

[17] Bruno Latour, *Face à Gaïa Huit conférences sur le nouveau régime climatique* (La découverte, 2015). Voir aussi son *Où atterrir* (La découverte, 2017). Partant des luttes autochtones et afro-descendantes au Sud, l'anthropologue Arturo Escobar y voit l'affrontement d'un bloc développementiste au nouvel archipel des luttes territoriales.

[18] Sophie Gosselin et David gé Bartoli, «La condition terrestre en luttes: Zads, écolos, paysans, autonomes, migrants, indigènes»: <https://blogs.mediapart.fr/terrestres/blog/010518/la-condition-terrestre-en-luttes>

[19] « 5 espèces végétales et animales qu'on avait oubliées à Notre-Dame-des-Landes », [https://www.sciencesetavenir.fr/animaux/biodiversite/la-biodiversite-de-notre-dame-des-landes-est-la-mieux-documentee-de-france\\_102543](https://www.sciencesetavenir.fr/animaux/biodiversite/la-biodiversite-de-notre-dame-des-landes-est-la-mieux-documentee-de-france_102543)

[20] Sur les lignes de fractures présentes, voir notamment deux ouvrages récents d'auteurs engagés dans les luttes: Jean-Baptiste Vidalou, *être forêts. Habiter des territoires en lutte* (La découverte, 2017), et Josep Rafanell i Orra, *Fragmenter le monde* (éd. Divergences, 2017)

## ÉLOGE DES MAUVAISES HERBES

[21] Anna L. Tsing, *Le champignon de la fin du monde. Sur les possibilités de vivre dans les ruines du capitalisme* (La Découverte, 2017).

[22] Arturo Escobar. *Sentir-Penser avec la terre. L'écologie au-delà de l'Occident* (Seuil, 2018).



# Table

## ÉLOGE DES MAUVAISES HERBES

[F1]En recherche rapide, je trouve un article plutôt qu'un essai (rom entre guill?)

[F2]Cf. commentaire précédent

[F3]Tel?

[F4]Fer à gauche

[F5]Note à compléter

[F6]La ZAD sème les graines du futur en travaillant à RÉGÉNÉRER COLLECTIVEMENT la Terre, en prenant soin d'elle.

Voilà ce à quoi ressemble l'avenir.

Voilà ce à quoi ressemble la liberté.

[F7]Compléter la note

[F8]Chercheuses?

[F9]Editrices?

[F10]Note à compléter

[F11]A compléter

[F12]squatteuses

[F13]Cap voulues?

[F14]Tel?

[F15]Enchaîner?

[F16]Alignements tels?

[F17]Tel? Féminin? Texte inclusif?

Harmoniser dans tout le livre (pour Vandana Shiva on a uti-  
lisé les 1 % , donc au pluriel).

l'expression est intéressante, mais il faudrait l'expliquer

[F20]Accord avec partages?

[F21]Plaines et grands lacs, à cause de l'accord qui suit

[F22]Plutôt : prémices ?